



Amendement au Document d'Enregistrement Universel (URD) 2019

*Rapport financier semestriel
au 30 juin 2020 inclus*



Le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 30 juillet 2020 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Le présent amendement actualise et doit être lu conjointement avec le Document d'Enregistrement Universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 sous le numéro d'enregistrement D.20-0096.

Une table de concordance est fournie dans le présent amendement afin de permettre de retrouver facilement les informations incorporées par référence et celles mises à jour ou modifiées.

Le Document d'Enregistrement Universel 2019 ainsi que le présent amendement sont disponibles sur le site Internet d'Atos (www.atos.net) dans la section Investisseurs / Information Réglementée, ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Sommaire

SOMMAIRE	2
A. RAPPORT D'ACTIVITÉ	3
A.1 Focus sur l'impact du Covid-19 sur l'activité d'Atos	3
A.2 Journée Analystes 2020	6
A.3 Atos au premier semestre 2020	8
A.4 Direction et organisation	11
A.5 Revue opérationnelle	17
A.6 Objectifs 2020	33
A.7 Facteurs de risques : Risques liés à la pandémie Covid-19	33
A.8 Litiges et contentieux	34
A.9 Parties liées	36
B. ETATS FINANCIERS	37
B.1 Revue financière	37
B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels	44
B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2020	69
C. PERSONNES RESPONSABLES	70
C.1 Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	70
C.2 Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	70
C.3 Responsables du contrôle des comptes	70
D. GOUVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	71
D.1 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration	71
D.2 Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020	72
D.3 Rémunération et actionnariat des dirigeants	72
D.4 Evolution du capital	74
E. ANNEXES	78
E.1 Contacts	78
E.2 Calendrier financier	78
E.3 Table de concordance de l'Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019	78
E.4 Table de concordance du rapport financier semestriel	81
E.5 Table des matières détaillée	82

A. Rapport d'activité

A.1 Focus sur l'impact du Covid-19 sur l'activité d'Atos

Atos a protégé la santé de ses salariés

Dans cet environnement sans précédent, la première priorité d'Atos a été de protéger ses employés tout en soutenant les efforts déployés à l'échelle mondiale pour freiner la propagation du Covid-19.

Son modèle organisationnel très centralisé a permis à Atos de réagir très rapidement pour protéger la santé de ses employés. Le Groupe a immédiatement adopté toutes les directives en matière d'hygiène et de sécurité telles que publiées par l'Organisation Mondiale de la Santé et les 73 gouvernements locaux où le Groupe a des employés, y compris les recommandations de quarantaine si nécessaire, la distribution de masques, de gels et d'équipements sanitaires à ceux qui ont dû travailler dans les bureaux ou les usines.

Ses équipes dédiées à la gestion de crise ont conduit les opérations de protection de la santé des employés en mettant rapidement en service une infrastructure d'alerte, mobilisant le réseau des ressources humaines du Groupe, pour fournir un soutien individuel aux personnes présentant des symptômes ou un diagnostic du Covid-19.

En outre, les employés ont pleinement adopté le travail à domicile dans l'ensemble du Groupe, celui-ci passant d'environ 30% en temps normal à 96% en quelques jours seulement dans le monde entier, y compris un recours massif au travail à domicile en Inde en moins de 24 heures. Le Groupe a également fourni un soutien psychologique aux employés isolés à leur domicile.

Enfin, la plupart des déplacements professionnels ont été bien évidemment arrêtés.

Atos a été au service de ses clients durant cette crise

Tout en protégeant ses employés, les plans de continuité d'activité mis en place par le Groupe ont assuré la continuité des services pour l'ensemble des clients grâce à un recours massif au travail à domicile, au Service Desk et au Digital Workplace, ainsi qu'à la poursuite sans interruption des activités critiques (hôpitaux, polices et gouvernements, production d'énergie, etc.). En particulier, le Groupe a rapidement déployé ses technologies de communication et de collaboration pour permettre le travail à distance et la distanciation sociale chez ses clients.

Dès les premiers jours de la crise, le Groupe a lancé son programme et portefeuille "Always Ready", spécialement dédié aux besoins liés au Covid-19. Il s'agit d'un éventail de cas pratiques, d'offres et d'actions sur la façon dont nous aidons les communautés et les clients à répondre à la crise. Qu'il s'agisse de permettre le déploiement rapide de la télémédecine dans les hôpitaux ou d'imprimer des visières 3D, les employés d'Atos ont travaillé sans relâche pour contribuer à la lutte en soutenant les clients et les communautés au quotidien.

Le Groupe a soutenu fortement ses clients en renforçant leur cybersécurité à un moment où elle était plus que jamais indispensable à la continuité d'activités potentiellement visées par une cybermenace accrue.

Le soutien aux autorités publiques et sanitaires est au cœur des préoccupations d'Atos, avec une aide immédiate apportée pour accélérer les recherches liées au Covid-19 grâce à ses supercalculateurs, d'outils d'analyse et de mesure ou autres, mais aussi pour soutenir la répartition des communications d'urgence et aider au suivi de la pandémie avec des informations critiques en temps réel sur les épidémies permettant de réduire le temps de réaction.

Aujourd'hui, nos esprits et nos efforts se tournent vers l'après-Covid, en nous préparant activement au « new normal » qui verra une accélération des besoins spécifiques des clients, à savoir dans les plateformes de données, la cybersécurité, la migration vers le cloud, l'espace de travail numérique et la décarbonation.

Le Groupe est solidement positionné pour traverser la crise sans heurts grâce à des relations de confiance nouées avec ses clients dans tous les secteurs d'activité, à un profil d'entreprise résilient et à un bilan solide qui lui confère une grande flexibilité financière.

Atos a démontré la résilience de son modèle d'affaires

Cette crise a permis à Atos de démontrer sa résilience provenant de ses contrats pluriannuels qui génèrent deux tiers du chiffre d'affaires du Groupe, issus des contrats d'Infrastructure & Data Management et de gestion des applications inclus dans Business & Platform Solutions. En Big Data & Cybersecurity, la plupart des services et produits d'Atos sont considérés comme indispensables par ses clients, y compris et parfois même davantage en temps de crise. Au total, environ 75% du chiffre d'affaires du Groupe est constitué de services critiques.

La composition de sa base de clientèle apporte également de la résilience, Atos travaillant principalement avec de grandes entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1 milliard d'euros ou avec le secteur public ou des organismes para-publics. Ensemble, ils représentent 90% du chiffre d'affaires.

En outre, le Groupe a un mix sectoriel bien équilibré. En effet, le secteur le plus important est Industries qui ne représente "que" 20% du chiffre d'affaires du Groupe alors que le secteur le moins exposé est celui de la Santé & Sciences de la Vie qui représente 12% de l'activité. Les quatre autres secteurs se situent entre 15 et 20%.

En outre, le Groupe est sous-exposé aux secteurs les plus touchés actuellement, et plutôt sur-exposé aux secteurs les plus résistants. Par exemple, l'exposition au secteur des voyages et des loisirs ne représente qu'environ 2% du chiffre d'affaires.

Objectifs 2020

Les objectifs 2020 publiés le 19 février 2020 étant intervenus avant l'impact du Covid-19, le Groupe a mis à jour à l'occasion de la publication de son chiffre d'affaires du premier trimestre le 22 avril 2020 ses objectifs pour l'année 2020 :

- Evolution organique du chiffre d'affaires : entre -2% et -4% (par rapport à environ +2% pré Covid-19) ;
- Taux de marge opérationnelle : de 9% à 9,5% du chiffre d'affaires (par rapport à une augmentation de +20 pb à +40 pb par rapport à 2019 (10,3% publié) pré Covid-19) ;
- Flux de trésorerie disponible : 0,5 milliard d'euros à 0,6 milliard d'euros (par rapport à environ 0,7 milliard d'euros pré Covid-19).

Les hypothèses qui ont conduit à ces objectifs 2020 post Covid-19 sont décrites ci-dessous.

Le Groupe a suspendu ses cibles pour 2021, qui avaient été établies dans le cadre de son plan à 3 ans présenté lors de la Journée Investisseurs du 30 janvier 2019. Le 24 juin 2020, le Groupe a organisé une Journée Analystes au cours de laquelle il a présenté sa vision ainsi que ses objectifs à moyen terme, décrits dans la section A.2.

Hypothèses concernant l'impact du Covid-19 sur le revenu 2020

Le principal effet concerne les projets discrétionnaires, principalement dans les services professionnels qui sont en temps normal effectués sur les sites des clients, mais aussi pour tenir compte d'un ralentissement à venir de la demande des clients pour des projets considérés comme non obligatoires dans l'environnement actuel. Nous avons estimé cet effet de mars jusqu'à la fin de l'année à environ -450 millions d'euros.

Un autre effet est celui de la fertilisation et des volumes pour environ -200 millions d'euros sur les contrats pluriannuels.

Le Groupe a également estimé à environ -100 millions d'euros la diminution des ventes de produits.

A l'inverse, dans le contexte actuel où les employés de toutes les organisations sont contraints de travailler à domicile, le Groupe constate une demande supplémentaire pour les offres de Digital Workplace, d'outils de communication d'entreprise et, bien entendu, de sécurité. Cela devrait conduire à un impact positif sur le chiffre d'affaires d'environ +100 millions d'euros.

Enfin, le groupe a également identifié des besoins supplémentaires dans le secteur public tels que les supercalculateurs, par exemple à destination des centres de recherche. Nous avons estimé cet effet à environ +50 millions d'euros

Par conséquent, nous avons estimé l'évolution organique du chiffre d'affaires dans une fourchette comprise entre -2% et -4% cette année.

Hypothèses concernant l'impact du Covid-19 sur la marge opérationnelle 2020

Les dépenses non liées au personnel et les dépenses discrétionnaires ont été restreintes et le Groupe a mis en place un gel strict des commandes pour les besoins non liés aux clients. Des contrats de sous-traitance et de services externalisés ont été arrêtés et remplacés, lorsque cela était possible, par le propre personnel du Groupe. Une vaste revue des principaux fournisseurs a également été lancée, afin de demander des réductions de volume, des remises supplémentaires ou le lancement d'une renégociation des prix. Cela permettra de réaliser des économies d'environ +170 millions d'euros.

En ce qui concerne les employés d'Atos, le Groupe a gelé les embauches, a pris des mesures concernant les bonus et les augmentations de salaire, a demandé aux employés de prendre des congés lorsque cela ne remettait pas en cause l'activité, et si nécessaire, a mis en place des horaires de travail réduits. En outre, le personnel interne a été réaffecté afin de répondre aux besoins en forte hausse, tels que la réalisation de missions critiques. Le Groupe estime que l'effet du gel des embauches ainsi que la mise en place, si nécessaire, du travail à temps partiel et de congés dans plusieurs pays générera environ +80 millions d'euros d'économies. En outre, le gel des salaires et la réduction des rémunérations variables permettront de réaliser des économies d'environ +90 millions d'euros.

En outre, l'arrêt des déplacements professionnels devrait permettre d'économiser environ +40 millions d'euros cette année, alors que d'autres actions menées sur les coûts permettront d'économiser +20 millions d'euros.

Ainsi, toutes les actions identifiées et lancées permettront d'atténuer la baisse du chiffre d'affaires à hauteur de +400 millions d'euros, conduisant à un objectif de marge opérationnelle post Covid-19 entre 9% et 9,5%.

Hypothèses concernant l'impact du Covid-19 sur le flux de trésorerie disponible 2020

Le Groupe a mis à jour l'objectif pré Covid-19 de flux de trésorerie disponible d'environ 700 millions d'euros, annoncé le 19 février 2020, pour tenir compte de la baisse de la marge opérationnelle décrite ci-dessus (soit environ -150 millions d'euros après impôts).

Le Groupe a également pris en compte dans sa nouvelle estimation un effet négatif lié au recouvrement des créances pour environ -50 millions d'euros.

Ces deux effets seront partiellement atténués par plusieurs actions telles que la réduction des investissements opérationnels pour environ +25 millions d'euros et d'autres actions représentant environ +25 millions d'euros.

Cela conduit à un objectif de flux de trésorerie disponible 2020 post Covid-19 compris entre 500 et 600 millions d'euros.

Annulation exceptionnelle du paiement du dividende en 2020

Dans ces conditions extraordinaires, lors de sa session du 21 avril 2020, le Conseil d'Administration a pris la décision exceptionnelle de ne pas proposer la distribution de dividende de 1,40 euro par action à l'Assemblée Générale Annuelle. En outre, le Directeur Général ainsi que d'autres membres du Comité de Direction Générale ont décidé de réduire de 30% leur rémunération pour une période de trois mois, de mars à mai 2020. Le Président du Conseil d'Administration d'Atos a pris la même décision.

Le Groupe confirme que la suppression du dividende cette année est une exception à sa politique de dividendes avec un taux de distribution compris entre 25% et 30% du résultat net part du Groupe.

A.2 Journée Analystes 2020

Mercredi 24 juin, à l'occasion de sa Journée Analystes 2020 entièrement globale et numérique, le Groupe a présenté sa Vision, son Ambition et sa Stratégie à moyen terme.

Cibles à moyen terme

L'ambition du Groupe est d'atteindre les cibles suivantes à moyen terme :

- **Croissance du chiffre d'affaires** à taux de change constant : +5% à +7% ;
- **Taux de marge opérationnelle** : 11% à 12% du chiffre d'affaires ;
- **Flux de trésorerie disponible** : un taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible supérieur à 60%.

Vision, Ambition & Stratégie

Le Groupe considère que la transformation Numérique n'a seulement dévoilé qu'une partie de son potentiel. Alors que le déluge de données de la dernière décennie va encore s'accélérer, il se traduira désormais par une profusion de services axés sur les données. Dans cette nouvelle ère, les clients demandent de la **valeur** – ils veulent des services axés sur des résultats –, **une expérience** utilisateur – ils veulent des services innovants et flexibles –, **et de la sécurité** – ils veulent des services numériques sécurisés et décarbonés.

Ces demandes des clients se focalisent sur **7 avancées numériques majeures** qui constituent des leviers de croissance pour Atos en tirant parti de ses compétences et de ses actifs :

1. Full Stack Cloud

Le passage au Cloud s'accélère vers le Cloud hybride (Cloud privé et Cloud public), le multi-Cloud (qui utilise plusieurs Clouds publics) et les stratégies Cloud convergentes (migration et modernisation des Données, Plateformes et Applications en commun), l'ensemble constituant une approche holistique du Cloud, le Full Stack Cloud. Cette évolution nécessite une fonction d'orchestration accrue. De plus, les environnements applicatifs les plus complexes commencent seulement à migrer dans le Cloud. Atos s'appuiera sur son nouveau profil (Expertise en modernisation des Applications grâce au savoir-faire de Syntel), son expertise de longue date dans les Applications Critiques et avec SAP, et sa forte proximité avec les « Hyperscalers » pour être un acteur clé du Full Stack Cloud et de son accélération.

2. Applications Critiques

La numérisation s'accélère dans le domaine des Applications Critiques (Business Critical Applications), ce qui requiert une intensification de la « cloudification », de l'analyse des données, de l'Internet des Objets, du traitement local des données et de la 5G. Le caractère critique de la continuité des activités mis en avant pendant la crise du Covid-19 a favorisé cette tendance. Atos s'appuie sur son ADN dans les Applications Critiques verticales renforcé par la transformation SPRING en cours, et ses capacités de traitement local des données (Edge computing) pour saisir cette opportunité offerte sur un marché significatif.

3. Les Plateformes Numériques

Pour les années à venir, les Plateformes Numériques constituent désormais la première priorité pour les Directions d'entreprises dans la transformation de leurs activités, et seront à l'origine d'environ 70% de la nouvelle valeur créée dans l'économie. Les Plateformes Numériques, qui visent à partager les données des entreprises au sein ou au travers des chaînes de valeur sont une tendance majeure de cette transformation avec d'énormes opportunités dans le monde du B2B. Avec ses compétences numériques sur l'ensemble de la chaîne de valeur et une profonde connaissance sectorielle, Atos, reconnu comme leader dans la sécurité et le Big Data, se positionne idéalement comme un opérateur de confiance des Plateformes Numériques pour les entreprises.

4. L'Expérience Client

Dans cette nouvelle ère numérique, l'Expérience Client sera majeure pour étendre la portée des nouveaux services axés sur les données. Celle-ci quittera le seul domaine de l'interface utilisateur pour embarquer à la fois l'expérience immersive, l'innovation en temps réel et le multi-canal, ainsi que les logiques « NO UI » (sans Interface Utilisateur). Atos s'appuiera sur des solutions technologiques propriétaires pour apporter dans le domaine de l'Expérience Client des technologies telles que l'Intelligence Artificielle/Machine Learning, l'Internet des Objets/Edge (traitement local), et les architectures Cloud et d'Applications en temps réel afin de libérer toute la puissance du Numérique.

5. L'Expérience des Salariés

A la suite de la crise du Covid-19, le Groupe, déjà leader sur le marché du Digital Workplace, considère que les organisations passeront de 10% à plus de 40% de télé-travail dans le « new normal ». Au-delà des solutions rapidement mises en œuvre pendant la crise, la période à venir verra le Digital Workplace évoluer vers une approche holistique de l'Expérience des Salariés, y compris une refonte pour un travail plus collaboratif et flexible. Fort de ses offres en Communication Unifiée et en Sécurité, de son écosystème de partenaires et de son « Design Thinking and Personas », Atos entend devenir le leader incontesté de l'Expérience des Salariés dans le « new normal ».

6. La Sécurité Numérique

La Sécurité Numérique va au-delà de la Cybersécurité, en englobant les activités liées aux Systèmes Critiques, la sécurité de l'Internet des Objets et des Données et la sécurité économique, avec la volonté des clients de ne pas dépendre d'un seul fournisseur de technologies. L'accent sur la Cybersécurité évolue vers un univers de cybermenaces en constante et rapide évolution, un environnement de données omniprésentes et d'attaques accrues à partir du « Digital hybrid ». Atos est aujourd'hui le numéro 3 mondial des services de Cybersécurité et a développé une expérience unique en matière d'innovation en Cybersécurité afin de protéger les utilisateurs finaux, l'Internet des Objets et des données, ainsi que de détecter et de répondre aux menaces depuis ses Centres opérationnels de Sécurité prescriptives. Le Groupe entend compléter ses technologies par la gestion de la détection et de l'intervention, la gestion des accès privilégiés et la cryptographie dans le Cloud. Il ambitionne d'atteindre plus de 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans la Sécurité Numérique à moyen terme.

7. Décarbonation

Atos a développé au cours des 10 dernières années une expertise unique en matière de Décarbonation, reconnue dans tous les classements en matière de développement durable. Le Groupe annonce aujourd'hui son engagement de **neutralité carbone d'ici à 2035**, renforçant ainsi son leadership. La Décarbonation devient une préoccupation majeure au plus haut niveau chez les clients soutenus par des politiques publiques et des aspirations sociétales sans précédent. Dans ce cadre, Atos entend tirer parti de son savoir-faire unique pour concevoir de nouvelles propositions de valeur en matière de Décarbonation pour ses clients, tant dans le domaine des technologies de l'information de base que dans celui des processus métiers, et saisir les opportunités d'un marché qui devrait atteindre près de 30 milliards de dollars uniquement pour le Green IT en 2024. Les offres vont des évaluations de la Décarbonation à l'introduction dans de grands contrats d'engagements de réduction de CO₂ via des clauses de décarbonation, et l'utilisation de technologies clés telles que l'IoT, le Cloud, l'Intelligence Artificielle et l'analytique, le Digital Twin pour décarboner les processus métiers les plus intenses en carbone. Atos prévoit de générer plus de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires à moyen terme dans le domaine de la décarbonation.

Sur la base des avancées numériques ci-dessus, de ses compétences et de ses atouts uniques, Atos a pour ambition de devenir le leader de la Sécurité et de la Décarbonation Numérique.

Politique de financement et d'acquisitions.

Le Groupe maintient sa politique de distribution de dividendes entre 25% et 30% du résultat net part du Groupe. Le flux de trésorerie disponible restant servira à autofinancer les acquisitions (et dans une moindre mesure à racheter un nombre limité d'actions pour livrer des plans d'intéressement à long terme). Le Groupe prévoit des acquisitions d'une part ciblées pour renforcer son portefeuille d'offres et d'autres part d'entreprises de Cybersécurité. Compte tenu d'un niveau de dette nette limité, un potentiel demeure disponible pour des acquisitions plus importantes et transformantes. Cette politique de financement et d'acquisitions continuera de s'effectuer avec une discipline financière stricte.

A.3 Atos au premier semestre 2020

Janvier

Le **7 janvier**, Atos a signé un contrat de quatre ans pour fournir son supercalculateur BullSequana XH2000 à l'Université du Luxembourg, une université européenne de renommée et un leader international dans le monde de la recherche. Ce supercalculateur, nommé « AION », va permettre à l'université d'accélérer ses recherches et de faire face à la compétition internationale, en réalisant de nouvelles percées en matière d'innovation.

Le **13 janvier**, Atos a annoncé la signature d'un nouveau contrat, d'une durée de quatre ans, et de plus de 80 millions d'euros (approximativement £67.8 millions) avec le Centre Européen pour les Prévisions Météorologiques à Moyen Terme (European Centre for Medium-Range Weather Forecasts, ECMWF) pour fournir son supercalculateur BullSequana XH2000 – l'un des plus puissants supercalculateurs météorologiques au monde. Celui-ci augmentera la puissance de calcul du CEPMMT, par un facteur d'environ 5. Il soutiendra des centaines de chercheurs de plus de 30 pays d'Europe dans leurs travaux sur les prévisions et pronostics météorologiques à moyen et long terme. Le BullSequana XH2000 leur permettra notamment de prévoir de manière fiable l'occurrence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes avec une avance considérable, ce qui est essentiel pour répondre à la crise climatique et météorologique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui.

Le **23 janvier**, Atos a signé un contrat avec le gouvernement régional de Castille-La Manche pour soutenir son projet d'e-gouvernement. L'objectif de ce projet est de transformer digitalement les différents services administratifs et publics de la région.

Février

Le **4 février**, Atos a annoncé la cession de 23,9 millions d'actions Worldline pour environ 1,5 milliards d'euros, représentant environ 13,1% du capital de Worldline, dans le cadre d'un placement privé par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres. Dans le cas d'un échange de l'intégralité des obligations zéro coupon échangeables en actions Worldline d'un montant nominal total de 500 millions d'euros émises par Atos en octobre 2019 et venant à échéance en 2024, Atos ne détiendra plus aucune action Worldline.

Le **4 février**, Atos a annoncé avoir finalisé l'acquisition de Maven Wave, une société américaine de conseil en technologie spécialisée dans les solutions de transformation numérique pour les grandes entreprises. Avec cette acquisition, Atos renforce son leadership mondial en matière de solutions cloud pour les applications, l'analyse de données et le Machine Learning pour les plateformes multi-cloud et cloud hybride.

Le **12 février**, Atos a étendu son partenariat stratégique en signant un nouveau contrat avec le constructeur automobile mondial Groupe PSA. Ce programme consiste à construire une plateforme d'entreprise SAP S/4HANA qui intègre les deux entités Opel-Vauxhall et Peugeot-Citroën-DS sur un système comptable commun, afin d'accélérer la transformation numérique de l'ensemble du Groupe.

Le **17 février**, Atos a annoncé étendre sa collaboration avec Microsoft afin d'adresser de manière conjointe le marché SAP HANA en pleine croissance, en ciblant les clients les plus exigeants, dont beaucoup exécutent des charges de travail SAP critiques.

Mars

Le **12 mars**, Atos a annoncé la signature d'un contrat avec Network Rail – pour une durée de quatre ans et d'une valeur de 12 millions de livres sterling – afin de développer, livrer et gérer une nouvelle plateforme digitale de cloud privé qui soutiendra les opérations du fournisseur d'infrastructure ferroviaire britannique.

Avril

Le **22 avril**, Atos a annoncé avoir acquis Miner & Kasch, un cabinet de conseil en intelligence artificielle (IA) et science des données (data science), dont le siège est situé à Elkridge, Maryland. Le cabinet se spécialise dans la conception de solutions intelligentes de bout-en-bout, basées sur les données. Avec cette acquisition, Atos renforce sa division de conseil en Big Data et IA, composées d'experts zData, ainsi que son offre de solutions de Data Science-as-a-service. Atos pourra notamment déployer à l'échelle mondiale des plateformes de data science Edge de nouvelle génération pour des solutions industrielles.

Le **22 avril**, Atos a annoncé le chiffre d'affaires de son premier trimestre 2020. **Le chiffre d'affaires** du T1 2020 s'est établi à **2 834 millions d'euros**, en baisse de **-0,8%** en organique. Dans le contexte de la crise du Covid-19 et des mesures de restrictions et de confinement mise en place en mars dans la plupart des pays où le Groupe est implanté, le chiffre d'affaires n'a que légèrement diminué grâce à la résilience de son profil d'activité axé principalement sur des contrats pluriannuels combiné à une solide activité en Big Data & Cybersecurity (BDS). De plus, et cela malgré la crise, le Groupe a accru son dynamisme commercial avec des prises de commandes à **2 908 millions d'euros**, soit **un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires** de **103%**, en hausse significative par rapport à l'année dernière à 86%.

Le **28 avril**, Atos a annoncé avoir obtenu un contrat pluriannuel avec le Département des Ressources en Information (Department of Information Resources, DIR) de l'État du Texas afin d'apporter une nouvelle génération de Cloud privé, des capacités d'intelligence artificielle et de machine learning. Cette modernisation permettra d'automatiser les processus, de réaliser des économies, libérer des ressources et d'améliorer la qualité de la prestation de services pour les différents organismes de l'État ainsi que pour les habitants.

Mai

Le **13 mai**, Atos a annoncé avoir vendu sa plateforme Atos Quantum Learning Machine (Atos QLM), le simulateur quantique commercialisé le plus performant au monde, au Japon. Réalisée via son distributeur dans la zone Asie-Pacifique, Intelligent Wave Inc. (IWI), cette vente est une première dans le pays.

Le **19 mai**, Atos a annoncé avoir livré sa plateforme Atos Quantum Learning Machine (Atos QLM), le simulateur quantique commercialisé le plus performant au monde, au Centre de technologie de l'information pour la science - CSC finlandais. Baptisée Kvasi, l'Atos QLM offrira à la communauté de chercheurs et scientifiques finlandaise l'opportunité de simuler jusqu'à 30 qubits et ainsi de se préparer à relever les défis de l'ère quantique.

Juin

Le **2 juin**, Atos a annoncé la signature d'un contrat pluriannuel avec le Département des Ressources en Information (Department of Information Resources, DIR) de l'État du Texas, portant sur l'adoption d'un modèle de Mainframe-as-a-Service (MFaaS) moderne pour remplacer le système existant. Cette transformation assurera une livraison de services continue et rapide et des capacités d'automatisation améliorées aux agences gouvernementales de l'État qui servent les entreprises, l'éducation et les citoyens du Texas. Pour ces clients du DIR, la modernisation d'Atos permet d'assurer aux activités essentielles des agences – telles que le soutien aux enfants et la justice pénale – de bénéficier de services mainframe adaptables, résilients, abordables et sécurisés.

Le **4 juin**, Atos a annoncé son rôle de membre fondateur de la Fondation GAIA-X, une organisation à but non lucratif visant à créer la prochaine génération de plateformes de données pour l'Europe, ses États membres, entreprises et citoyens.

Le **24 juin**, à l'occasion de sa Journée Analystes 2020 entièrement globale et numérique, Atos a présenté sa Vision, son Ambition et sa Stratégie à moyen terme.

Le **24 juin**, Atos a annoncé avoir signé un accord en vue d'acquérir AliA Consulting en France, consolidant ainsi ses activités dans le domaine de l'énergie & des utilities (E&U) via sa filiale Worldgrid. Les deux entreprises réunies donneront naissance à un fournisseur de premier plan en matière de facturation et de déploiement et implémentation de solutions de gestion de la relation client (CRM, Customer Relationship Management) pour les entreprises du secteur E&U. Cette acquisition va renforcer la stratégie industrielle globale d'Atos sur ce marché et positionnera Atos comme le premier partenaire de la transformation des environnements SAP et S/4 HANA pour les utilities en Europe.

Le **24 juin**, Atos a annoncé avoir signé un accord en vue d'acquérir Paladion, un fournisseur mondial de services de sécurité gérés basé aux États-Unis, afin de renforcer ses services de cybersécurité dans le monde. Avec cette acquisition, Atos va ajouter des capacités de détection et de réponse (Managed Detection & Response, MDR) à ses offres, tout en ouvrant la voie à la prochaine génération de ses Security Operations Centers (SOC) prescriptifs.

Le **24 juin**, Atos s'est engagé aujourd'hui à atteindre l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2035, soit 15 ans plus tôt que l'horizon 2050 préconisé par l'Accord de Paris afin de limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels (« zéro émission nette » d'ici 2050). Cette décision positionne la décarbonation comme un élément central de la stratégie de croissance d'Atos et permet au Groupe de s'affirmer comme le leader de son secteur dans le domaine.

Le **30 juin**, Atos a annoncé accompagner Dassault Aviation dans l'intégration de l'avion Rafale au sein du programme européen SCAF (Système de Combat Aérien du Futur). La nouvelle version du Rafale, le standard F4, sera dotée d'une capacité de combat collaboratif. Dans ce cadre, Atos développe la nouvelle génération de passerelle multiniveau de l'avion (E-SNA) permettant la sécurisation des connectivités et l'échange bidirectionnel sécurisé des données entre les différents réseaux de communication à bord.

Juillet

Le **7 juillet**, Atos a annoncé lancer "Scaler, the Atos Accelerator", son nouveau programme à destination des startups et PME, qui met l'accent sur une approche sectorielle, sur la sécurité et sur la décarbonation. Il réunit les équipes d'Atos et des startups sélectionnées afin de co-créditer des solutions digitales innovantes pour des clients dans des secteurs d'activité spécifiques, en bénéficiant d'une mise sur le marché commune et accélérée. Atos Scaler soutient également les stratégies de sécurité et de décarbonation d'Atos et en fait des éléments-clés de son approche.

Le **7 juillet**, Atos a annoncé le développement d'un nouveau Simulateur de Recuit Quantique. Il est devenu ainsi le premier acteur au monde à fournir de puissantes solutions de simulation pour explorer les deux principales voies technologiques de l'informatique quantique : le recuit quantique, via sa nouvelle solution, et les portes quantiques universelles, via son offre existante Atos Quantum Learning Machine (Atos QLM). Le Simulateur de Recuit Quantique Atos sera compatible avec Atos QLM, offrant aux utilisateurs le meilleur des deux mondes tout en leur permettant de choisir la méthode de calcul quantique la plus adaptée à leurs besoins spécifiques.

Le **7 juillet**, Atos a annoncé un partenariat pluriannuel avec le Groupe Total, afin d'imaginer des solutions efficaces pour faire progresser l'efficacité énergétique et construire le monde décarboné de demain, à l'aide des technologies quantiques. Le but de ce partenariat, qui s'appuie sur le Centre d'Excellence en Programmation Parallèle (CEPP) d'Atos et son programme de R&D quantique, est d'utiliser les calculs quantiques pour identifier de nouveaux matériaux et molécules qui accéléreront la transition vers une société neutre en carbone.

Le **8 juillet**, Atos, en accord avec le Wellcome Genome Campus, au Royaume-Uni, a annoncé la création de son Centre d'excellence mondial pour l'informatique haute performance (HPC), l'intelligence artificielle (IA), le quantique et les sciences de la vie, afin de permettre aux organisations présentes sur le campus et aux instituts de génomique et de données biologiques du monde entier d'accéder aux technologies HPC, IA et quantique et les sciences de la vie les plus avancées.

Le **9 juillet**, Atos a annoncé que le département de bio-informatique du Centre national espagnol de biotechnologie (CNB), qui opère au sien du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC), utilise les ressources en calcul haute performance d'Atos pour produire un modèle 3D affiné de la protéine spike du SARS-Cov2. Une connaissance approfondie de cette protéine, impliquée dans l'entrée du virus dans l'organisme, permettra aux chercheurs de mieux comprendre les mécanismes infectieux du virus. Cette avancée importante pourrait contribuer à la mise au point d'un vaccin.

Le **27 juillet**, Atos a annoncé ses résultats financiers du premier semestre 2020. Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **5 627 millions d'euros**, en **baisse organique de -2,8%**. Dans le contexte de crise du Covid-19, le chiffre d'affaires du Groupe n'a diminué que légèrement grâce à son positionnement solide dans la plupart des Secteurs. La marge opérationnelle a atteint **8,0%** du chiffre d'affaires, soit **450 millions d'euros**, en baisse de -110 points de base par rapport à l'année dernière. Les mesures fortes mises en œuvre sur les coûts à la fin du premier trimestre ont en partie atténué l'effet provenant de la baisse de revenus. Les **prises de commandes du groupe** du Groupe ont atteint **6 280 millions d'euros**, représentant **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 112%**, dont **121% au deuxième trimestre**. Le **carnet de commandes** à fin juin 2020 s'élève à **22,5 milliards d'euros**, contre 21,9 milliards d'euros à fin décembre 2019, soit **1,9 année de chiffre d'affaires**. Le **montant total pondéré des propositions commerciales** s'est élevé à **8,6 milliards d'euros**, contre 7,4 milliards d'euros fin décembre 2019 et représente **8,8 mois de chiffre d'affaires**. Le **flux de trésorerie disponible** du Groupe au premier semestre 2020 s'est élevé à **-172 millions d'euros** par rapport à +23 millions d'euros au premier semestre 2019. La variation résulte principalement d'une baisse de -60 millions de **l'Excédent Brut Opérationnel (EBO)** et de plusieurs effets sur le besoin en fonds de roulement qui seront récupérés en grande partie au second semestre.

Le **27 juillet**, Atos a annoncé entrer en négociations exclusives avec les actionnaires de digital.security en vue de l'acquérir. digital.security, une filiale du groupe Econocom, est un acteur indépendant de premier plan dans le domaine de la cybersécurité en France et au BeLux. Cette opération stratégique consolidera la position de leader des services de cybersécurité d'Atos en France avec 500 experts dédiés et renforcera sa place de numéro 1 en Europe.

Le **27 juillet**, Atos a annoncé avoir signé un accord en vue d'acquérir EcoAct, une société de conseil en stratégie de réduction des émissions de carbone, reconnue au niveau international. Cette acquisition soutiendra l'ambition d'Atos en matière de décarbonation et enrichira son portefeuille de solutions, services et stratégies numériques de réduction des émissions carbone afin d'accompagner ses clients à chaque étape de leur cheminement vers la neutralité carbone.

A.4 Direction et organisation

Atos est une Société Européenne présidée par Bertrand Meunier, Président du Conseil d'Administration et dirigé par un Comité de Direction Générale placé sous l'autorité d'Elie Girard, Directeur Général depuis novembre 2019. Les fonctions de Président et de Directeur Général ont été dissociées à cette date.

Le 13 mai 2020, le Groupe a annoncé que la société avait nommé Bryan Ireton à la tête de l'Amérique du Nord, à compter du 1 juin. Bryan Ireton remplace Simon Walsh qui poursuit d'autres opportunités en dehors d'Atos.

Le 28 juillet 2020, le Groupe a annoncé la nomination de Yannick Tricaud en tant que Directeur de l'Europe du Sud.

En conséquence, l'organigramme du Groupe à la date du dépôt du présent document est le suivant :

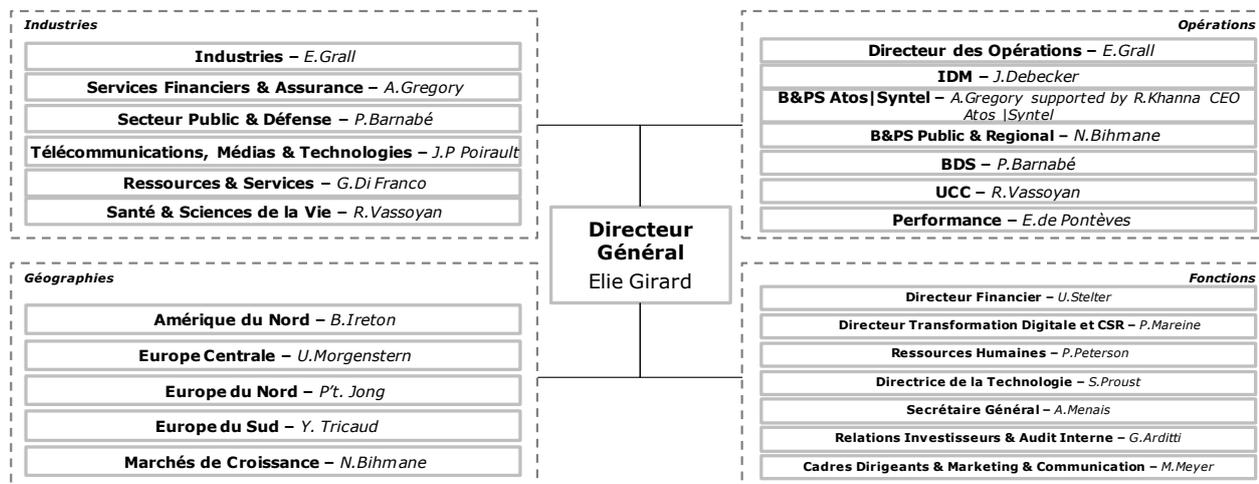
Bertrand Meunier, Président du Conseil d'Administration d'Atos SE

Bertrand Meunier a rejoint CVC en qualité de Managing Partner en 2012. Il a participé, en tant qu'associé fondateur, à la création en 1998 de PAI Partners, société indépendante et à son rachat par BNP Paribas en 2002. Il occupait les fonctions de membre du Comité Exécutif de PAI Partners et Président de son Comité exécutif. Il rejoint PAI (précédemment rattaché à BNP Paribas) en 1982, et assure pendant 11 ans la direction des investissements informatiques, puis celle du secteur des biens de consommation, du commerce de détail et des services, et reprend enfin la direction de l'équipe investissements. Bertrand Meunier a participé à un grand nombre d'opérations majeures pour le compte de PAI, dont Amora-Maille, Atos, Bouygues Telecom, Chr. Hansen Panzani, Saur, SPIE, United Biscuits, Vivarte et Yoplait. Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'Université de Paris VI.

Elie Girard, Directeur Général

En avril 2014, Elie Girard a rejoint Atos en tant que Directeur Financier Adjoint du Groupe Atos. Nommé Directeur Financier du Groupe en février 2015, il est promu Directeur Général Adjoint en février 2018 puis Directeur Général du Groupe en novembre 2019. Diplômé de l'École Centrale de Paris et de l'Université de Harvard, il débute sa carrière chez Andersen en tant qu'auditeur, avant de rejoindre le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie à la Direction Générale du Trésor. De 2004 à 2007, il travaille notamment au cabinet du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. En 2007, il rejoint Orange et devient Directeur de Cabinet du Président-Directeur Général. De 2010 à 2014, il est Directeur Exécutif, en charge de la Stratégie et du Développement du groupe Orange, membre du Comité Exécutif du Groupe.

A.4.1 Organigramme



A.4.2 Comité de Direction Générale du Groupe

Le Comité de Direction Générale du groupe (Group General Management Committee, GMC) se compose du Directeur Général, Elie Girard, et des Directeurs Groupe en charge des Industries, des Opérations, des Entités Opérationnelles Régionales et des Fonctions globales. Le rôle du GMC d'Atos consiste à élaborer et à appliquer la stratégie du groupe dans l'intérêt des clients, des actionnaires, des partenaires et des collaborateurs. Le GMC est en charge de la coordination mondiale de la direction du Groupe.

A.4.2.1 Secteurs

Eric Grall, Directeur Industries

Eric Grall a débuté sa carrière chez HP, où il a occupé des fonctions en marketing et en R&D dans la Division Produit, avant de rejoindre les activités de Services du groupe en 1998. Il a ensuite occupé des fonctions managériales liées à l'Infogérance, de l'avant-vente jusqu'aux opérations. En 2005, il a été nommé Vice-Président et Directeur général en charge de la production des Services de HP pour la région EMEA, couvrant l'Infogérance, le conseil et les services supports. Suite à l'acquisition d'EDS en 2008, Eric a dirigé les activités de l'ITO de cette nouvelle entité. Eric a rejoint Atos en 2009 en tant que Vice-Président Exécutif de la Division Infrastructure & Data Management. Depuis 2017, il est en charge de la supervision mondiale des opérations du groupe (Infrastructure & Data Management, Business & Platform Solutions, Big Data & Cybersecurity et Unified Communication & Collaboration) et des Entités Opérationnelles du groupe. Depuis février 2020, en plus de ses fonctions de Directeur des Opérations Globales, il est nommé Directeur Industries.

Adrian Gregory, Directeur Services Financiers & Assurance

Adrian Gregory a rejoint Atos en 2007 après 20 ans d'expérience dans plusieurs secteurs d'activité. Plus récemment, il était Vice-Président pour le secteur public, la santé et le client BBC avec la responsabilité pour tous les aspects de gestion du client et de la stratégie. En juillet 2015, il a été nommé Directeur Exécutif pour l'Entité Opérationnelle Royaume-Uni & Irlande et il a rejoint le Comité Exécutif d'Atos. En 2019, il est nommé directeur Business & Platform Solutions Atos|Syntel et en février 2020, Directeur Services Financiers & Assurance.

Pierre Barnabé, Directeur Secteur Public & Défense

Pierre Barnabé est Directeur Big Data & Cybersecurity, suite à l'intégration du groupe Bull. En février 2020, il est nommé Directeur Secteur Public & Défense en plus de son rôle en tant que Directeur Big Data & Cybersecurity. Il avait rejoint Bull en tant que Directeur général délégué / Chief Operating Officer en août 2013. Précédemment, Pierre Barnabé était Directeur général de SFR Business Team. Il a débuté sa carrière chez Thalès dans les activités de capital-risque. En 1998, il est entré chez Alcatel-Lucent où il a occupé diverses fonctions (Vice-président des ventes France, Vice-Président des ventes Europe du Sud) avant de devenir Président-directeur général d'Alcatel-Lucent France. En 2010, Pierre Barnabé est nommé Directeur des Ressources Humaines et de la Transformation d'Alcatel-Lucent. Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Pierre Barnabé est diplômé de NEOMA Business School et de Centrale Supélec.

Jean-Philippe Poirault, Directeur Télécommunications, Médias & Technologies

Diplômé de Supélec, Jean-Philippe Poirault a occupé des fonctions de direction générale dans des activités de services informatiques et de logiciels au sein d'Alcatel-Lucent puis Ericsson, dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie. En janvier 2018, il rejoint Amazon Web Services aux États-Unis pour en diriger le marché Télécom. En septembre 2019, il est nommé Directeur Exécutif pour les activités d'Atos en France. Depuis février 2020, il occupe le poste de Directeur Télécommunications, Médias & Technologies.

Giuseppe Di Franco, Directeur Ressources & Services

Après plusieurs années en tant que Business consultant, Giuseppe rejoint Siemens en 2005 en tant que Senior vice-président et occupant de nombreux postes dont celui de directeur du secteur de l'énergie pour la région Europe du Sud. En 2013 il devient directeur d'Atos en Italie et directeur du marché énergie au niveau global. En février 2018, il est nommé Directeur Exécutif pour la région Europe Centrale et de l'Est. Depuis février 2020, il est Directeur Groupe Ressources & Services. Giuseppe Di Franco possède un diplôme d'ingénieur de l'école polytechnique de Milan.

Robert Vassoyan, Directeur Santé & Sciences de la Vie

Robert Vassoyan est diplômé de l'école de commerce ESSEC. Robert a occupé de nombreux postes de direction dans les départements vente et marketing chez Renault, Compaq et HP avant d'intégrer en 2007 la société Cisco. En 2011 il devient président de Cisco France. Il rejoint Atos en mars 2018 en tant que Directeur commercial groupe. Depuis février 2020, il est Directeur Santé & Sciences de la Vie et Directeur de la Division Unified Communication & Collaboration.

A.4.2.2 Opérations

Eric Grall, Directeur des Opérations Globales

Retrouvez sa biographie en A.3.2.1 Comité de Direction Générale du groupe – Secteurs

Jo Debecker, Directeur de la Division Infrastructure & Data Management

Jo Debecker a étudié la finance et l'informatique à l'université de Leuven en Belgique. Il a débuté sa carrière en tant qu'analyste système puis responsable système chez Procter & Gamble. En 2003 il rejoint Hewlett-Packard en qualité de responsable solution puis directeur solution au sein du département des ventes stratégiques. En 2008, il est nommé directeur senior en charge de la gestion de services pour l'infrastructure de la zone européenne et pilote le processus d'intégration de EDS dans le groupe HP. En 2011, il rejoint Atos et prend la direction de la gestion de service à l'échelle mondiale. Entre 2011 et 2019, il a dirigé la division IDM en Allemagne et en Amérique du Nord. Il est nommé Directeur des Opérations d'IDM en 2018 avant d'être promu Directeur de la Division IDM en février 2020.

Adrian Gregory, Directeur Business & Platform Solutions Atos Syntel

Retrouvez sa biographie en A.3.2.1 Comité de Direction Générale du groupe – Secteurs

Nourdine Bihmane, Directeur Division B&PS Public & Regional

Né en 1977, Nourdine Bihmane a rejoint Atos en 2002, commençant à travailler pour différents clients et dans des rôles commerciaux, prenant rapidement des postes de management. En 2009, il devient Responsable des Services d'Infogérance pour la Zone Ibérique, puis est muté à New York pour diriger la transformation de l'informatique du plus grand client d'Atos aux Etats-Unis. En 2015, il est nommé Responsable des Opérations pour l'Amérique du Nord, et conduit l'intégration de Xerox ITO. De retour en Europe en 2017, il pilote les initiatives stratégiques et Lean sur toutes les opérations d'Atos, avant d'être nommé en 2019, en charge du Secteur Public et Régional pour la division Business & Platform Solutions, et de rejoindre le Comité Exécutif du groupe. Depuis 2020, il est également Directeur de la région Marchés de croissance. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur du CNAM, Nourdine a obtenu des diplômes de l'Université de Princeton et de l'INSEAD. Il est aussi membre actif du Mouvement international Croix-Rouge / Croissant-Rouge.

Robert Vassoyan, Directeur de la Division Unified Communication & Collaboration

Retrouvez sa biographie en A.3.2.1 Comité de Direction Générale du groupe - Secteurs

Enguerrand de Pontevès, Directeur Performance

Enguerrand de Pontevès a rejoint Atos en 2008 en tant que Directeur des Achats pour la France et l'Espagne ; il est ensuite promu Directeur des Achats Groupe en 2009. En 2018, il rejoint la division Infrastructure & Data Management pour gérer la communauté des responsables clients. En 2019 il pilote le projet de séparation avec Worldline et dirige le programme SPRING qui vise à mettre en place une organisation orientée par industrie. Il est nommé Directeur de la Performance en février 2020. Avant de rejoindre Atos, Enguerrand de Pontevès a travaillé chez Valeo comme Directeur de la logistique. En 2000, il intègre Altis Semiconductor et contribue à la joint-venture entre IBM et Infineon. En 2002, il rejoint Pechiney en tant que directeur des achats informatiques et relocalisé à Montréal au Canada après le rachat par Alcan en 2007. Il est titulaire d'un master en Business Management avec spécialisation en logistique et achat de l'ESCEM.

A.4.2.3 Entités Opérationnelles Régionales

Bryan Ireton, Directeur Amérique du Nord

Bryan Ireton est directeur général d'Atos en Amérique du Nord. Bryan Ireton et son équipe sont en charge de conseiller et de servir une base de plus de 200 clients nord-américains. Bryan Ireton a rejoint Atos après près de 30 ans d'expérience dans le secteur informatique, notamment chez Accenture où il a occupé divers postes, dont le plus récent était celui de directeur des opérations pour les services financiers en Amérique du Nord. Il a également été président d'Accenture Credit Services et président directeur général d'Accenture Mortgage Cadence. Avant Accenture, Bryan Ireton a occupé des postes de direction dans le secteur des télécommunications chez AT&T et MCI.

Ursula Morgenstern, Directrice Europe Centrale

Ursula Morgenstern a intégré Atos en 2002 lors de l'acquisition de KPMG Consulting. Elle a occupé de 2007 à 2009, le poste de Senior Vice-Présidente en charge de l'Intégration de Systèmes, puis de 2009 à 2012 celui de Senior Vice-Présidente en charge des entreprises du secteur privé. Auparavant, elle avait occupé de nombreux postes dans le domaine de l'Intégration de Systèmes dans plusieurs secteurs, y compris la responsabilité de Centres de Profits. En 2012, elle est promue Responsable de l'Entité Royaume-Uni et Irlande. En juillet 2013, Ursula prend la direction de la Division Business & Platform Solutions. Depuis février 2018, Ursula Morgenstern est en charge de l'entité Opérationnelle Allemagne. Depuis février 2020, elle dirige l'activité du Groupe pour la région Europe Centrale en plus de ses fonctions en tant que Directrice Exécutive d'Atos en Allemagne.

Yannick Tricaud, Directeur Europe du Sud

Yannick Tricaud est diplômé de l'École Supérieure des Techniques Aéronautique et de Construction Automobile (ESTACA). Il débute sa carrière en 1997 chez Hewlett Packard, dans la division Outsourcing, en tant qu'ingénieur support, sur les systèmes d'information client. Durant 13 années, il occupera différentes fonctions de direction, des opérations Grand Comptes, à la direction de contrats d'infogérance internationaux. En 2010, il rejoint le groupe Capgemini, afin de prendre en charge, sur plus d'une trentaine de pays, les activités informatiques du leader mondial de la gestion de l'énergie et des automatismes. En 2013, il prend la responsabilité, pour la France, de la base installée client sur les activités Infrastructure Management. En 2014, il intègre la société Sopra-Steria, au moment de la fusion, afin d'accompagner la mise en place de sa filiale Infrastructure Services, dont il reprend la Direction Générale. En mai 2017, Yannick Tricaud rejoint Atos, en tant que Directeur de la Division Infrastructure & Data Management pour la France. En août 2020, il est promu Directeur de l'Europe du Sud et General Manager France, devenant membre du Comité de Direction Générale du Groupe.

Peter't Jong, Directeur Europe du Nord

Peter't Jong s'est forgé une solide expérience dans le domaine des services informatiques. Peter a commencé sa carrière au sein d'AT&T et Philips dans le département de l'automatisation puis a continué sa carrière chez Lucent aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Peter a rejoint Atos en 2001 comme Directeur de la Division Infrastructure & Data Management aux Pays-Bas puis a étendu ses responsabilités pour être Directeur Exécutif de la force de vente et des opérations pour la région Europe du Nord. En 2015 il a été Directeur Exécutif de la Division Infrastructure & Data Management en Allemagne où il a supervisé la cession et l'intégration des activités Unify. En mai 2016, il est nommé Directeur Exécutif, Benelux et pays nordiques. Depuis février 2020, il est Directeur Europe du Nord.

Nourdine Bihmane, Directeur Région Marché de Croissance

Retrouvez sa biographie en A.3.2.2 Comité de Direction Générale du groupe - Opérations

A.4.2.4 Fonctions

Uwe Stelter, Directeur Financier

Uwe Stelter a rejoint Atos en 2011, après avoir exercé chez Siemens de multiples postes de management au sein de la Direction Financière aux Etats-Unis et en Allemagne, tant dans les Divisions Siemens IT Services et Communication. Auparavant, Uwe Stelter a été Directeur Financier de ProSTEP, une société allemande de développement de logiciels et de conseil intervenant sur le marché de la gestion du cycle de vie du produit (PLM). Uwe Stelter occupe le poste de Directeur Financier du groupe depuis novembre 2019, après avoir été Directeur des Opérations des Divisions Infrastructure & Data Management, et Business & Platform Solutions, ainsi que responsable de l'intégration de Syntel. Avant cela, il a été Directeur Financier de la Division Infrastructure & Data Management ainsi que de l'Entité Opérationnelle Amérique du Nord. Uwe Stelter est titulaire d'un MBA de l'université AKAD en Allemagne.

Philippe Mareine, Directeur de la Transformation Digitale et du RSE

Avant de rejoindre Atos, Philippe Mareine a été Adjoint du Chef du Service de l'Inspection Générale des Finances, et était auparavant chargé des Ressources Humaines à la Direction Générale de la Comptabilité Publique. Préalablement, il a occupé différentes responsabilités à la Direction Générale des Impôts. En 2009, il rejoint Atos en tant que Secrétaire général du Conseil d'Administration, chargé des fonctions juridiques, de la Conformité, de l'Audit, de la Sécurité, de la politique de Responsabilité Sociale. En 2014, il est nommé Directeur des Ressources Humaines et de l'Alliance Mondiale avec Siemens. Il est aujourd'hui Directeur de la Transformation Digitale et Directeur de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise au niveau du groupe. Il est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École nationale d'administration.

Paul Peterson, Directeur des Ressources Humaines

Paul Peterson est diplômé de la Brigham Young University et a poursuivi son enseignement supérieur à l'Ohio State University. Paul a rejoint Atos en 1998, en tant que Directeur des Ressources Humaines de la division Major Events. Tout au long de sa carrière, il a travaillé et vécu en Amérique du Nord, en Asie Pacifique, en Europe et occupé des fonctions de direction dans les départements des Ressources Humaines, de l'informatique et dans les opérations. En 2012 il est nommé Directeur des Ressources Humaines, en charge des Talents pour l'Amérique du Nord, puis Directeur RH pour la Division Infrastructure & Data Management en 2018, et en 2019 Directeur délégué Ressources Humaines pour le Groupe. Il est nommé Directeur des Ressources Humaines Groupe en février 2020 et dirige une équipe de plus de 1500 professionnels RH.

Sophie Proust, Directrice de la Technologie

Sophie Proust est diplômée de l'Ecole supérieure d'électricité « Supélec » de Paris. Sophie a rejoint le groupe Bull en 1989 où elle a occupé plusieurs postes techniques de direction dans les systèmes propriétaires (mainframe), la gestion d'infrastructure réseau, les solutions d'administration informatique et la conception de serveurs. En 2010, Sophie a dirigé le projet Tera100 qui a doté le CEA du premier ordinateur Petaflopique en Europe. Elle a rejoint le groupe Atos en 2014 à la suite de la reprise de Bull par Atos, où elle occupait le poste de responsable de la recherche et du développement. Chez Atos, Sophie a été responsable de la recherche et du développement de la division Big Data & Cybersecurity, de 2014 à janvier 2019. Dans le cadre du dernier programme Quantum, Sophie fait partie du comité consultatif d'Atos Quantum. Sophie a été membre du conseil d'administration de Worldline entre décembre 2016 et avril 2019 et elle est membre du conseil d'administration de l'Université Technologique de Troyes (UTT) depuis décembre 2018. En janvier 2019, Sophie est nommée, Group Chief Technology Officer (CTO), et membre du Comité Exécutif d'Atos.

Alexandre Menais, Secrétaire Général

Alexandre Menais a rejoint Atos en 2011 en tant que Directeur Juridique du Groupe. Il est également en charge des Fusions & Acquisitions depuis 2015 et a également été nommé Secrétaire Général en 2018. Auparavant, Alexandre a travaillé pour le Cabinet d'avocat Hogan Lovells à Paris et à Londres. En 2006, il rejoint le groupe eBay France (eBay, Paypal et Skype) en tant que Directeur Juridique avant d'être promu Directeur Juridique Europe d'eBay. En novembre 2009, il prend les fonctions de Directeur Juridique France Benelux d'Accenture. Alexandre est titulaire d'un DEA en droit privé de l'Université de Strasbourg et d'un MBA à HEC. Depuis mars 2019, Alexandre Menais est membre du collège de l'Autorité de la Concurrence.

Gilles Arditti, Directeur Relations Investisseurs, et responsable de l'Audit Interne

Après six ans chez Bull et quatre ans chez KPMG, Gilles Arditti a rejoint le groupe Atos en 1990, où, jusqu'en 2006, il a été successivement Directeur Fusions-Acquisitions, puis Directeur Financier et des Ressources Humaines pour Atos Origin en France, avant de devenir Directeur Financier pour la France, l'Allemagne et l'Europe Centrale. En 2007, Gilles Arditti prend en charge les Relations Investisseurs d'Atos, fonction qu'il occupe toujours. Depuis février 2020, il est également en charge de l'Audit Interne. En mars 2014, il est nommé responsable du M&A pour le groupe et intègre le Comité Exécutif d'Atos. Depuis juin 2014, Gilles Arditti siège au conseil d'administration de Worldline. Titulaire d'un master en Finance de l'Université Paris-Dauphine et d'un master en Finance internationale obtenu à HEC Paris, Gilles Arditti est également ingénieur ENSTIMA et expert-comptable diplômé.

Marc Meyer, Directeur Cadres Dirigeants, du Marketing et de la Communication

Diplômé de l'Université Paris-Sorbonne et de l'INSEAD Business School, Marc Meyer a rejoint le groupe Atos en 2009. Il était auparavant Directeur de la Communication de Dexia. Il a débuté sa carrière à l'Assemblée Nationale puis intègre Bull en 1986, où il exerce différentes responsabilités en Communication et en Marketing. Il rejoint Thomson en 1997 comme Directeur de la Communication et intègre le Comité Exécutif en 2001. Il est ensuite nommé Vice-Président Exécutif en charge de la Communication de France Telecom/Orange. Il a été nommé en 2014, en charge de la gestion des dirigeants d'Atos, des Talents et de la Communication. Marc Meyer est Chevalier de la Légion d'Honneur.

A.5 Revue opérationnelle

A.5.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2020 s'est élevé à 5 627 millions d'euros, soit -2,3% à taux de change constant et -2,8% en croissance organique. La marge opérationnelle s'est établie à 450 millions d'euros, soit 8,0% du chiffre d'affaires, en baisse de -110 points de base à taux de change et périmètre constants.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019	variation %
Chiffre d'affaires statutaire	5 627	5 744	-2,0%
Effet de change		14	
Chiffre d'affaires à taux de change constants	5 627	5 758	-2,3%
Effet des changements de périmètre		32	
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		2	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	5 627	5 792	-2,8%
Marge opérationnelle statutaire	450	529	-15,1%
Effet des changements de périmètre		-6	
Effet de change		1	
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	450	525	-14,4%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>8,0%</i>	<i>9,1%</i>	

Le tableau ci-dessous présente les effets, sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2019, des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de change.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires S1 2019				S1 2019 à périmètre et taux de change constants
	S1 2019 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	
Amérique du Nord	1 345	46	1	32	1 423
Europe du Nord	1 366	-9	13	-2	1 368
Europe Centrale	1 374	-9	4	4	1 372
Europe du Sud	1 218	8	3	0	1 229
Marchés de Croissance	442	-2	-22	-18	399
TOTAL GROUPE	5 744	32		15	5 792
Infrastructure & Data Management	3 137	26	4	13	3 179
Business & Platform Solutions	2 135	4	-12	1	2 128
Big Data & Cybersecurity	473	3	8	1	485
TOTAL GROUPE	5 744	32		15	5 792
Industries	1 144	0		-2	1 142
Services Financiers & Assurance	1 112	9		5	1 126
Secteur Public & Défense	1 141	1		4	1 146
Télécommunications, Médias & Technologies	869	17		-0	885
Ressources & Services	823	2		2	827
Santé & Sciences de la Vie	655	3		7	665
TOTAL GROUPE	5 744	32		15	5 792

* Aux taux de change S1 2020

L'effet de périmètre s'est élevé à +32 millions d'euros pour le chiffre d'affaires, dont :

- +44 millions d'euros liés à l'acquisition de Maven Wave, consolidée à compter du 1^{er} février 2020 ;
- +13 millions d'euros liés aux autres acquisitions (Miner & Kasch, IDnomic, X-PERION) ;
- -25 millions d'euros liés à la cession de certaines activités spécifiques de Unified Communication & Collaboration, essentiellement au cours du premier semestre 2020, d'anciennes activités ITO au Royaume-Uni au début du second semestre 2019, et enfin de la vente et du décommissionnement d'activités non-stratégiques chez CVC.

Remarque : la finalisation des récentes acquisitions d'Alia Consulting et de Paladion devant intervenir avant la fin de l'année, aucun retraitement n'est nécessaire tant pour le chiffre d'affaires que pour la marge opérationnelle du premier semestre 2019.

Les transferts internes ont concerné essentiellement les services de conseil en Cybersécurité auparavant développés par l'activité Business & Platform Solutions et désormais intégrés sous Big Data & Cybersecurity depuis le deuxième semestre 2019, le chiffre d'affaires lié à un contrat auparavant conclu entre Worldline et la Région Marchés de Croissance et liant désormais Worldline et la France (Europe du Sud) depuis le 1^{er} janvier 2020 et enfin le transfert de contrats réalisés par Syntel India en Europe et relevant auparavant de la Région Marchés de Croissance.

Les effets de taux de change ont contribué de manière positive au chiffre d'affaires pour un montant de +15 millions d'euros et à la marge opérationnelle pour un montant de +1 million d'euros. Ils découlaient essentiellement de l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, qui a plus que compensé la dépréciation du peso argentin et du réal brésilien par rapport à l'euro au cours de cette période.

Les effets décrits ci-dessus se sont également reflétés dans la marge opérationnelle à périmètre et taux de changes constants. L'effet des changements de périmètre s'est élevé à -6 millions d'euros, provenant en grande partie de l'acquisition de Maven Wave impactant la marge du Groupe à hauteur de +2 millions d'euros, compensé par -7 millions d'euros liés à la cession de certaines activités. Ces effets sont détaillés ci-dessous :

	Marge opérationnelle S1 2019				
	S1 2019 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	S1 2019 à périmètre et taux de change constants
<i>En millions d'euros</i>					
Amérique du Nord	148	2	40	3	193
Europe du Nord	126	-2	10	-1	134
Europe Centrale	91	-4	-1	0	86
Europe du Sud	92	-1	-5		85
Marchés de Croissance	112	-2	-44	-1	65
Coûts des structures globales	-38			0	-38
TOTAL GROUPE	529	-6		1	525
Infrastructure & Data Management	274	-5		1	270
Business & Platform Solutions	247	0	-2	-0	246
Big Data & Cybersecurity	48	-1	2	0	49
Coûts centraux	-40				-40
TOTAL GROUPE	529	-6		1	525
Industries	81	-1			81
Services Financiers & Assurance	146			1	147
Secteur Public & Défense	97	-0		1	97
Télécommunications, Médias & Technologies	60	-4		-0	55
Ressources & Services	74	-1		-0	73
Santé & Sciences de la Vie	71	0		0	71
TOTAL GROUPE	529	-6		1	525

A.5.2 Performance par Secteur

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2020	S1 2019*	% organique	S1 2020	S1 2019*	S1 2020	S1 2019*
Industries	1 037	1 142	-9,2%	13	81	1,2%	7,1%
Services Financiers & Assurance	1 077	1 126	-4,3%	126	147	11,7%	13,1%
Secteur Public & Défense	1 216	1 146	+6,1%	116	97	9,5%	8,5%
Télécommunications, Médias & Technologies	836	885	-5,6%	84	55	10,0%	6,2%
Ressources & Services	804	827	-2,8%	43	73	5,3%	8,9%
Santé & Sciences de la Vie	657	665	-1,2%	68	71	10,3%	10,7%
Total	5 627	5 792	-2,8%	450	525	8,0%	9,1%

* A périmètre et taux de change constants

A.5.2.1 Industries

Industries			
En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 037	1 142	-9,2%
Marge opérationnelle	13	81	
Taux de marge opérationnelle	1,2%	7,1%	

* A périmètre et taux de change constants

Représentant 18% du chiffre d'affaires du Groupe, le secteur Industries a enregistré un **chiffre d'affaires** de 1 037 millions d'euros, en baisse de -9,2% par rapport au premier semestre 2019 à taux de change et périmètre constants.

Suite à la pandémie de Covid-19, le Secteur a été confronté à une baisse importante de son activité, principalement au cours du deuxième trimestre, dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, notamment en Europe du Sud avec PSA, en Amérique du Nord avec Daimler et en Europe Centrale avec Volkswagen.

Le Secteur a également été impacté par des volumes en baisse avec Siemens, principalement en Amérique du Nord, et l'effet de base de certains contrats qui ont pris fin en 2019 en Europe du Nord.

Le démarrage de nouvelles activités avec un grand constructeur automobile allemand au cours du premier trimestre et la hausse de l'activité enregistrée au profit de BASF et Rheinmetall ont permis de pallier quelque peu ce contexte particulièrement difficile.

La part d'activité réalisée avec les 10 premiers clients a représenté 52% du Secteur Industries, à savoir par ordre décroissant : Siemens, Rheinmetall, Daimler Group, un grand constructeur automobile allemand, Volkswagen, un leader mondial du secteur aérospatiale et défense, un leader dans le domaine des systèmes et équipements destinés au secteur aérospatiale et défense, PSA, un grand constructeur automobile français, BASF.

La **marge opérationnelle** a atteint 13 millions d'euros, représentant 1,2% du chiffre d'affaires, en raison de certaines variations exceptionnelles sur des contrats en difficulté et de facto par la baisse du chiffre d'affaires, ainsi que la possibilité de ne réduire que partiellement les coûts au cours du premier semestre.

A.5.2.2 Services Financiers & Assurance

Services Financiers & Assurance

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 077	1 126	-4,3%
Marge opérationnelle	126	147	
Taux de marge opérationnelle	11,7%	13,1%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** du Secteur Services Financiers & Assurance a totalisé 1 077 millions d'euros au cours du premier semestre 2020, soit 19% du chiffre d'affaires total du Groupe. Le Secteur a connu une baisse organique de -4,3% par rapport au premier semestre 2019 à taux de change et périmètre constants. Cette baisse est issue des nombreux défis rencontrés par le Segment Services Bancaires, aggravés par les effets de la pandémie de Covid-19.

En Amérique du Nord, le Secteur a pâti d'une large exposition du mix de ses activités aux décisions de plusieurs institutions bancaires visant à réduire les dépenses discrétionnaires et donc le volume des projets.

En Europe, le Secteur a dû faire face aux différentes stratégies adoptées par les clients. Plusieurs établissements bancaires en Europe du Sud et en Europe Centrale ont décidé de reporter l'externalisation d'une partie de leurs activités informatiques et de retarder le lancement de nouveaux projets. En Europe Centrale notamment, le Secteur a enregistré une forte baisse de l'activité réalisée avec Deutsche Bank. Cette tendance a été plus que compensée par la montée en charge de la phase d'exploitation du contrat multi-Divisions passé avec Aegon au Royaume-Uni.

La Région Marchés de Croissance a été impactée par les ventes non récurrentes réalisées l'an dernier, notamment en Asie au sein de la Division Infrastructure & Data Management, combiné à l'achèvement d'un projet d'infrastructure au Moyen-Orient.

Les 10 premiers clients du Secteur Services Financiers & Assurance ont représenté 51% du chiffre d'affaires total du Secteur au premier semestre et étaient, par ordre décroissant : NS&I, une grande banque basée à Hong Kong, Aegon, un établissement financier de paiement américain, CNA Financial Corporation, State Street Corporation, Deutsche Bank, Worldline, Aviva et une banque française.

La marge opérationnelle s'est élevée à 126 millions d'euros, soit 11,7% du chiffre d'affaires, une réduction de -130 points de base par rapport à l'année dernière à données comparables. La performance a été affectée principalement par la baisse du chiffre d'affaires en Amérique du Nord.

A.5.2.3 Secteur Public & Défense

Secteur Public & Défense

En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 216	1 146	6,1%
Marge opérationnelle	116	97	
Taux de marge opérationnelle	9,5%	8,5%	

* A périmètre et taux de change constants

Secteur Public & Défense, qui a réalisé la meilleure performance du semestre, a totalisé 1 216 millions d'euros de **chiffre d'affaires**, soit 22% du chiffre d'affaires total du Groupe. Il a affiché une croissance de +6,1% par rapport au premier semestre 2019 à taux de change et périmètre constants, avec une accélération au deuxième trimestre 2020 pour atteindre +9,0%.

Cette croissance a été portée par l'Europe du Nord, notamment via la poursuite d'un important projet dans le domaine du calcul haute performance pour le compte d'une institution de prévisions météorologiques et la hausse des volumes de solutions Cloud au profit d'institutions de l'Union Européenne.

En Europe Centrale, le chiffre d'affaires a également connu une forte croissance, alimentée par la signature d'un contrat de calcul haute performance avec un centre de recherche et d'un nouveau contrat SAP Hana. Cette bonne performance a plus que compensé la baisse de la demande émanant de l'Agence allemande pour l'emploi.

En Amérique du Nord, le Secteur a enregistré une croissance grâce à la montée en charge du projet NG911 avec l'État de Californie, au développement de nouveaux projets avec un État américain et à la fourniture de services mainframe pour le compte d'un autre État américain. Ces nouveaux projets, couplés à l'activité avec Texas DIR, ont permis de pallier intégralement la décélération de certains contrats, tels que celui du comté d'Orange.

Le chiffre d'affaires de la Région Marchés de Croissance a reculé, essentiellement suite au report des Jeux Olympiques de Tokyo. Cela n'a été que partiellement compensé par le développement des activités de calcul haute performance en Inde et le lancement d'un nouveau projet avec un établissement de services postaux dans la région Moyen-Orient & Afrique.

L'Europe du Sud a décliné suite aux ventes non renouvelées en 2020 et à la réduction des projets de calcul haute performance, non intégralement compensée par le projet Advanced Computing lancé avec Météo France.

Sur ce Secteur, les dix principaux clients représentaient 41% du chiffre d'affaires total : les institutions de l'Union européenne, le Département des Ressources en Information du Texas, un centre de recherche en Allemagne, l'Autorité britannique de démantèlement nucléaire, deux ministères français, le ministère britannique de la Justice, un centre de recherche en France, les collectivités territoriales françaises et une agence d'emploi allemande.

La marge opérationnelle a atteint 116 millions d'euros, soit 9,5% du chiffre d'affaires, en hausse de +100 points de base à taux de change et périmètre constants, portée par la croissance du Secteur, un meilleur mix d'activité et de fortes initiatives de réduction des coûts.

A.5.2.4 Télécommunications, Médias & Technologies

Télécommunications, Médias & Technologies			
En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	836	885	-5,6%
Marge opérationnelle	84	55	
Taux de marge opérationnelle	10,0%	6,2%	

* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** du Secteur Télécommunications, Médias & Technologies représentait 15% du chiffre d'affaires du Groupe avec 836 millions d'euros, en baisse de -5,6% par rapport au premier semestre 2019, à périmètre et taux de change constants.

Le segment Télécommunications a été impactée par la baisse des ventes de produits, notamment auprès de deux grands opérateurs allemands, mais aussi par le recul des volumes avec TIM et Orange en Europe du Sud. À l'inverse, une bonne performance a été constatée en Europe du Sud avec certains clients comme une multinationale britannique de télécommunications et en Europe Centrale avec Orange.

Le segment Médias a évolué de manière positive sur l'ensemble des Entités Opérationnelles Régionales, avec des montants plus importants en Amérique du Nord grâce aux nouvelles activités avec une multinationale américaine spécialisée dans le domaine de la technologie et une grande société de divertissement américaine, ainsi qu'en Europe du Sud suite au nouveau projet livré à un conglomérat multinational français de médias. En Europe du Nord, l'activité a marqué un léger recul par rapport à l'année dernière, notamment sur en Digital Workplace.

Le segment Technologies a été principalement marqué par la décélération des contrats en Business & Platform Solutions en Europe Centrale et en Europe du Nord, et par les activités historiques de Unified Communication & Collaboration. L'Amérique du Nord a enregistré de bons résultats grâce à l'augmentation des offres en Digital Workplace, à la croissance organique de la société Maven Wave récemment acquise et à la montée en charge d'une société américaine de technologie aérospatiale et de défense. L'Europe du Sud est restée stable par rapport à l'année dernière. La situation est restée difficile dans la Région des Marchés de Croissance.

Les principaux clients sont BBC, Orange, Conduent, une grande société américaine de divertissement, Deutsche Telekom, Telefonica/O2, TIM, Xerox, une société multinationale de télécommunications et un fournisseur mondial de télécommunications. Ces dix principaux clients représentaient 44% du chiffre d'affaires total du Secteur Télécommunications, Médias & Technologies.

La marge opérationnelle s'est établie à 84 millions d'euros, soit 10,0% du chiffre d'affaires, en hausse de +380 points de base par rapport à l'an dernier à taux de change et périmètre constants, portée par quelques éléments non récurrents positifs et des mesures d'optimisation de coûts efficaces.

A.5.2.5 Ressources & Services

Ressources & Services

<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	804	827	-2,8%
Marge opérationnelle	43	73	
Taux de marge opérationnelle	5,3%	8,9%	

* A périmètre et taux de change constants

Au cours du premier semestre 2020, le **chiffre d'affaires** du Secteur Ressources & Services s'est élevé à 804 millions d'euros soit 14% du chiffre d'affaires total du Groupe. Le Secteur a reculé de -2,8% comparé au premier semestre 2019 et a affiché des tendances très différentes par segment du fait de l'impact négatif de la pandémie de Covid-19.

L'activité avec les clients du segment Énergie & Services Publics a alimenté la croissance. Le Secteur a notamment mené à bien de nouveaux projets de calcul haute performance au Brésil et a réussi à tirer parti de ses activités en cours avec ENEL. Les offres de Digital Workspace au profit de National Grid en Europe du Nord et d'un important fournisseur d'énergie en Amérique du Nord se sont intensifiées. En Europe du Sud, l'activité avec EDF a progressé grâce au développement de nouvelles offres.

La situation du segment Distribution, Transport & Logistique s'est avérée plus difficile, dans un contexte marqué par les effets de la pandémie de Covid-19.

Un important contrat IoT a été signé avec Goli Nutrition au cours du premier trimestre en Amérique du Nord, ce qui a permis d'atténuer la réduction des volumes avec d'autres clients. En Europe du Nord, la montée en charge des projets avec Network Rail n'a pas permis de compenser la baisse des volumes réalisés pour le compte d'une importante entreprise britannique de services postaux. Enfin, en Europe Centrale, les volumes supplémentaires effectués avec plusieurs clients n'ont pas permis de compenser l'impact de l'arrêt des activités de Thomas Cook (suite à l'insolvabilité de l'entreprise) et aux difficultés rencontrées par les activités historiques de Unified Communication & Collaboration.

Les principaux clients étaient EDF, une multinationale américaine de services de livraison, ENEL, la SNCF, une multinationale française d'électricité, Network Rail, National Grid, une entreprise britannique de services postaux, une multinationale brésilienne de l'industrie pétrolière, une entreprise américaine de restauration rapide. Les dix principaux clients représentaient 42% du chiffre d'affaires total du Secteur Ressources & Services.

La marge opérationnelle a atteint 43 millions d'euros, représentant 5,3% du chiffre d'affaires, en baisse de -350 points de base, en raison de la baisse du chiffre d'affaires que les actions sur les coûts n'ont que partiellement compensée, et une marge moins élevée dans la phase de démarrage de nouveaux contrats.

A.5.2.6 Santé & Sciences de la Vie

Santé & Sciences de la Vie

<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	657	665	-1,2%
Marge opérationnelle	68	71	
Taux de marge opérationnelle	10,3%	10,7%	

* A périmètre et taux de change constants

Représentant 12% du chiffre d'affaires du Groupe, le **chiffre d'affaires** du Secteur Santé & Sciences de la Vie s'est élevé à 657 millions d'euros, en baisse de -1,2% par rapport au premier semestre 2019 à taux de change et périmètre constants. La baisse du chiffre d'affaires s'est limitée à -1,2%, le Secteur étant parvenu à enregistrer une croissance organique de +2,6% au cours du deuxième trimestre.

La performance enregistrée en Amérique du Nord a été impactée par la baisse des volumes sur les contrats avec les hôpitaux et par les ventes de produits non renouvelés réalisées l'an dernier au profit d'un leader mondial de l'informatique des soins de santé. Elles ont été en partie compensées par l'importante montée en charge du projet d'Advanced Computing lié à un nouveau contrat majeur en Amérique du Nord.

L'Europe du Nord a fait face à des difficultés provenant de la Division Infrastructure & Data Management. La géographie ayant été impactée par des volumes en baisse avec National Savings & Investments au Royaume-Uni, combinés à des réductions de volume avec Philips Healthcare, ainsi qu'avec de grands hôpitaux au Benelux.

En Europe Centrale, le Secteur a été porté par la montée en charge des contrats de Digital Workplace avec Bayer ainsi qu'avec une société biopharmaceutique basée en Suisse signés l'an dernier. De même, l'Europe du Sud a bénéficié d'une forte activité des projets numériques et de calcul haute performance, du démarrage d'un nouveau contrat avec une importante société pharmaceutique européenne, ainsi que de la montée en charge d'un contrat avec l'Australian Public Agency dans la géographie Marchés de Croissance.

Les 10 premiers clients, qui représentaient 59% du chiffre d'affaires total du Secteur Santé & Sciences de la Vie, comptaient par ordre décroissant : DWP (Département britannique du Travail et des Retraites), McLaren Heath Care Corporation, deux grandes entreprises américaines de soins de santé, Bayer, un leader mondial en informatique des soins de santé, Johnson & Johnson, Philips, un service public de soins de santé en Écosse, University College London Hospital.

La marge opérationnelle s'est élevée à 68 millions d'euros, soit 10,3% du chiffre d'affaires et une réduction de -40 points de base à données comparables, un chiffre globalement stable par rapport à l'année dernière.

A.5.3 Performance par Entité Opérationnelle Régionale

	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2020	S1 2019*	% organique	S1 2020	S1 2019*	S1 2020	S1 2019*
<i>En millions d'euros</i>							
Amérique du Nord	1,355	1,423	-4.8%	208	193	15.3%	13.5%
Europe du Nord	1,360	1,368	-0.6%	101	134	7.4%	9.8%
Europe Centrale	1,370	1,372	-0.1%	42	86	3.1%	6.3%
Europe du Sud	1,143	1,229	-7.0%	86	85	7.5%	6.9%
Marchés de Croissance	399	399	-0.0%	54	65	13.4%	16.4%
Coûts des structures globales	-	-	-	-40	-38	-0.7%	-0.7%
Total	5,627	5,792	-2.8%	450	525	8.0%	9.1%

* A périmètre et taux de change constants

A.5.3.1 Amérique du Nord

Amérique du Nord			
<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 355	1 423	-4,8%
Marge opérationnelle	208	193	
Taux de marge opérationnelle	15,3%	13,5%	

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1 355 millions d'euros, soit une baisse organique de -4,8%. L'Amérique du Nord a connu des situations contrastées entre ses différents Secteurs. Tandis que la pandémie de Covid-19 a frappé l'Amérique du Nord plus tard que l'Europe, les clients ont pris des mesures de réduction plus drastiques en amont.

Le Secteur Télécommunications, Médias & Technologies a enregistré une solide croissance grâce à des volumes supplémentaires dans le domaine du Digital Workplace pour le compte de divers clients et la montée en charge de projets comme avec une entreprise mondiale américaine en ingénierie aérospatiale et de défense nouvellement cliente, impactant positivement la Division Infrastructure & Data Management. La Région a également été alimentée par la contribution positive de la nouvelle acquisition Maven Wave. Ces deux tendances ont largement compensé les moindres volumes enregistrés avec Conduent au cours du premier semestre.

Le Secteur Public & Défense a enregistré une belle croissance, qui s'est accélérée au cours du deuxième trimestre. Cette performance résultait principalement de la montée en charge du projet NG911 en Californie et de nouveaux projets de Digital Workplace lancés aux États-Unis. Le Secteur a également bénéficié de la hausse des volumes sur les activités Mainframe, impactant de manière positive la Division Big Data & Cybersecurity, ce qui a compensé des réductions comme celles avec le Comté d'Orange.

Le Secteur Industries, largement impacté par la pandémie de Covid-19, a décliné suite au non-renouvellement des ventes de produits réalisées l'an dernier et des moindres volumes réalisés avec Siemens.

Alors même que Ressources & Services a reculé, le Secteur a bénéficié de la vente de produits au profit d'un nouveau client, Goli Nutrition, au cours du premier trimestre 2020 et de la montée en charge des contrats de Digital Workplace avec National Grid notamment. Cela a permis de pallier une baisse des volumes dans le contexte du Covid-19.

Santé & Sciences de la Vie a souffert du non-renouvellement des ventes de produits réalisées en 2019 au profit d'un leader mondial en informatique des soins de santé et d'une baisse des volumes de l'activité Santé. Cette situation n'a été qu'en partie compensée par l'importante montée en charge du projet d'Advanced Computing lié à un nouveau client important.

Le Secteur Services Financiers & Assurance s'est trouvé confronter aux décisions prises par les clients du secteur bancaire de réduire les dépenses d'externalisation informatique. Malgré ce contexte difficile, les volumes ont augmenté et de nouveaux projets ont été livrés.

La marge opérationnelle s'est élevée à 208 millions d'euros, soit 15,3% du chiffre d'affaires. La rentabilité a augmenté de +180 points de base par rapport à l'année dernière, malgré l'impact sur le chiffre d'affaires. Les Secteurs Télécommunications, Médias & Technologies et Secteur Public & Défense ont profité d'une hausse de chiffre d'affaires. L'amélioration de la rentabilité a également été portée par un meilleur mix de chiffre d'affaires, des programmes d'optimisation des effectifs et des mesures strictes de réduction des coûts.

A.5.3.2 Europe du Nord

Europe du Nord			
En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 360	1 368	-0,6%
Marge opérationnelle	101	134	
Taux de marge opérationnelle	7,4%	9,8%	

* A périmètre et taux de change constants

Au cours du premier semestre 2020, le **chiffre d'affaires** de l'Europe du Nord a atteint 1 360 millions d'euros, soit une légère baisse organique de -0,6%. Ces résultats sont issus de situations très différentes en fonction des Secteurs.

Le Secteur Public & Défense a enregistré une croissance à deux chiffres, essentiellement portée par les livraisons réalisées au profit des institutions de l'Union Européenne, à la fourniture d'une solution de calcul haute performance à une institution de prévisions météorologiques, ainsi qu'à l'augmentation des volumes pour le compte d'un ministère de la défense. La montée en charge a été principalement alimentée par les solutions Cloud, Digital Workplace, Analytics et Automation.

Le Secteur Services Financiers & Assurance a clôturé le semestre en légère hausse, portée par l'évolution positive enregistrée au Royaume-Uni (contrat Aegon) et de plus petits contrats conclus en Business & Platform Solutions et Big Data & Cybersecurity. Cela a permis d'atténuer partiellement le ralentissement observé au Benelux.

Le Secteur Industries a baissé, impacté par les contrats ayant pris fin en 2019 au Benelux et l'effet de base des ventes réalisées l'an dernier et qui n'ont pu être renouvelées en 2020.

Le Secteur Télécommunications, Médias & Technologies a affiché une baisse des volumes avec plusieurs clients Médias et le recul de projets dans le domaine des Télécommunications. Une situation partiellement compensée par le développement positif des offres en Cloud Solutions et Infrastructure & Foundation Services au Royaume-Uni.

Le Secteur Santé & Sciences de la Vie a marqué une baisse, essentiellement du fait de la réduction progressive des projets de Customer Experience et du report de projets applicatifs.

Le Secteur Ressources & Services a dû faire face au report de certains projets au Royaume-Uni et aux moindres volumes réalisés avec une compagnie aérienne française. Ceci a été partiellement compensé par l'augmentation des volumes de certains projets et la conclusion d'un nouveau contrat avec une multinationale américaine de services de livraison, ainsi que par la montée en charge de l'activité Infrastructure & Foundation Services au Royaume-Uni.

La marge opérationnelle a atteint 101 millions d'euros, soit +7,4% du chiffre d'affaires, représentant une baisse de -240 points de base à taux de change et périmètre constants par rapport à l'année dernière, du fait essentiellement de la hausse des investissements commerciaux réalisés dans le cadre de nouvelles offres, des dépenses liées au Covid, et enfin de la réduction des volumes sur le Secteur de la Santé.

A.5.3.3 Europe Centrale

Europe Centrale			
<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 370	1 372	-0,1%
Marge opérationnelle	42	86	
Taux de marge opérationnelle	3,1%	6,3%	

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1 370 millions d'euros, un chiffre relativement stable comparé à l'an dernier à taux de change et périmètre constants. Les bons résultats obtenus par les Secteurs Public & Défense et Santé & Sciences de la Vie ont été atténués par des situations plus difficiles dans les autres Secteurs.

Santé & Sciences de la Vie a affiché une belle croissance, portée par le lancement d'un nouveau contrat en Digital Workplace avec un leader européen de la pharmacie, ainsi que par la montée en charge de nouveaux contrats avec une société biopharmaceutique basée en Suisse. Dans le domaine de la gestion des applications, le Secteur a enregistré une très forte croissance grâce aux clients Santé basés en Allemagne.

Le Secteur Public & Défense a également bien progressé, boosté par les ventes de solutions de calcul haute performance au profit d'un centre de recherche situé en Allemagne. Cette performance a été quelque peu atténuée par l'activité Infrastructure & Data Management compte tenu de ventes ponctuelles de produits effectuées en 2019.

Télécommunications, Médias & Technologies a subi un ralentissement des activités de gestion des applications avec un fournisseur de télécommunications nordique et des réductions de volume dans des gammes de services de grands opérateurs de télécommunications. Les activités historiques de Unified Communication & Collaboration ont enregistré également une baisse de volumes. Cependant, de nouveaux contrats avec une multinationale américaine spécialisée dans le domaine de la technologie et aussi avec un partenaire logiciel de premier plan ont permis d'atténuer cette situation.

Le Secteur Services Financiers & Assurance a dû faire face à de moindres ventes de produits auprès de grandes banques allemandes dans le contexte du Covid-19. Des développements positifs ont par ailleurs été enregistrés sur la Division Business & Platform Solutions.

Dans le Secteur Industries, le secteur automobile a particulièrement reculé. Le Secteur a été fortement impacté par une réduction des volumes liés à de grands constructeurs allemands, non compensée par les nouvelles ventes réalisées au profit d'un autre grand constructeur automobile allemand. Siemens a enregistré de moindres volumes, malgré la montée en charge de nouveaux projets, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de SAP Hana. La performance a également été impactée par des baisses avec un leader mondial de l'aéronautique et de la défense, qui n'ont pu être totalement comblées par l'augmentation des volumes au profit de BASF et de Rheinmetall.

Le Secteur Ressources & Services, qui s'est caractérisé par une moindre demande pour les activités historiques de Unify Communication & Collaboration, a été impacté par la situation de Thomas Cook, alors que le Secteur a livré de nouveaux contrats de calcul haute performance à Karstadt, à un leader mondial de l'éolien offshore, ainsi qu'à un leader de la distribution de matériel électrique et à une entreprise ferroviaire publique allemande.

La marge opérationnelle s'est élevée à 42 millions d'euros, représentant +3,1% du chiffre d'affaires, en recul de -320 points de base par rapport à l'an dernier. Cette baisse a été provoquée par une moindre rentabilité de certains projets, d'éléments non récurrents sur des contrats difficiles dans le Secteur Industries et du manque de flexibilité au niveau des coûts de personnel dans de grands pays de la région.

A.5.3.4 Europe du Sud

Europe du Sud			
En millions d'euros	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	1 143	1 229	-7,0%
Marge opérationnelle	86	85	
Taux de marge opérationnelle	7,5%	6,9%	

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1 143 millions d'euros, en baisse organique de -7,0%. Alors que l'activité a bien progressé dans le Secteur Santé & Sciences de la Vie, la situation s'est avérée plus difficile en Industries et dans le Secteur Public & Défense.

Le Secteur Santé & Sciences de la Vie a enregistré une forte croissance grâce au développement de solutions de services Cloud pour un client intervenant dans le domaine de la sécurité sociale, de nouveaux projets développés avec un leader de l'industrie pharmaceutique, des activités de conseil fournies en Espagne et des prestations de calcul haute performance assurées en Italie.

Le Secteur Industries a marqué un recul essentiellement dans l'Automobile, mais également sur un contrat de calcul haute performance avec PSA en 2019 et non répété cette année. Le Secteur a également constaté la décélération d'un contrat de solutions logicielles signé avec un fabricant de pneus français, la baisse progressive d'un contrat avec un grand constructeur automobile français et la réduction des volumes livrés à un leader mondial de l'aéronautique et de la défense. La montée en charge d'un contrat avec un leader aéronautique en France et la tendance positive liée à la mise en place de nouvelles offres pour des acteurs du secteur de l'aérospatiale et divers clients ont permis de modérer un contexte particulièrement difficile.

Le Secteur Public & Défense a dû faire face à l'effet de base lié à des ventes de produits non renouvelées en 2020 et à une baisse de projets en Big Data, une situation quelque peu nuancée par le projet Advanced Computing lancé avec Météo France.

Le Secteur Télécommunications, Médias & Technologies a été impacté par une ré-internalisation partielle d'un client intervenant dans le domaine des télécommunications. L'activité de la Division Infrastructure & Data Management s'est développée en France, via notamment la montée en charge d'un nouveau contrat avec un conglomérat français de médias et la hausse des volumes avec PwC. En Big Data & Cybersecurity, la croissance a été alimentée par les ventes de solutions de Big Data.

Le Secteur Services Financiers & Assurance a enregistré une baisse organique en Infrastructure & Data Management, malgré les activités supplémentaires réalisées pour le compte d'un leader européen de services de paiement en France et la montée en charge d'un nouveau contrat en Digital Workplace en Italie avec une compagnie d'assurance. A la suite d'un ralentissement de projets en France et dans les Pays Ibériques, Business & Platform Solutions a connu une baisse.

Le Secteur Ressources & Services a été impacté par de moindres volumes en Distribution et Transport avec une compagnie aérienne française, mais a maintenu une dynamique auprès de SNCF via le développement de nouvelles offres. Le segment Énergie & Services a progressé avec un bon niveau d'activité avec EDF, compensant celui réalisé avec Engie.

La marge opérationnelle s'est établie à 86 millions d'euros, soit 7,5% du chiffre d'affaires, une hausse de +60 points de base à taux de change et périmètre constants. La marge opérationnelle des Secteurs Industries et Secteur Public & Défense a augmenté grâce aux mesures de réduction des coûts mises en place dans un contexte de moindres volumes d'activité.

A.5.3.5 Marchés de Croissance

Marchés de Croissance			
<i>En millions d'euros</i>	S1 2020	S1 2019*	% organique
Chiffre d'affaires	399	399	0,0%
Marge opérationnelle	54	65	
Taux de marge opérationnelle	13,4%	16,4%	

* A périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires a atteint 399 millions d'euros, un chiffre stable comparé à 2019.

Le Secteur Santé & Sciences de la Vie a enregistré une croissance à deux chiffres, avec la montée en charge d'un contrat avec un nouveau client, le ministère de la Santé d'Australie occidentale.

Le chiffre d'affaires du Secteur Ressources & Services a également connu une croissance à deux chiffres par rapport à l'année dernière, alimenté par le développement de projets de calcul haute performance au Brésil dans l'industrie pétrolière et la hausse des volumes de fertilisation avec ENEL. Cela a permis de largement compenser un recul en Inde.

Industries a crû avec la fourniture de nouveaux services en Infrastructure & Data Management. Les activités Business & Platform Solutions ont aussi augmenté en particulier en Asie Pacifique.

Télécommunications, Médias & Technologies a connu un recul de ventes de licences et dans la Gestion des Applications du fait des moindres volumes enregistrés pour le compte d'un important opérateur de télécommunications au Moyen-Orient & Afrique, une tendance partiellement compensée par les nouveaux projets conclus avec MTN.

Services Financiers & Assurance a baissé en Asie et au Moyen-Orient.

Secteur Public & Défense a subi l'effet du report des Jeux Olympiques de Tokyo à l'année prochaine. Ce report n'a été que partiellement compensé par le développement des activités de calcul haute performance en Inde, essentiellement auprès d'un opérateur de télécommunications basé en Afrique du Sud, et par le lancement de nouveaux projets pour le compte d'un fournisseur de services de messagerie algérien.

La marge opérationnelle a atteint 54 millions d'euros, soit 13,4% du chiffre d'affaires, une diminution de -290 points de base par rapport à 2019. Cette baisse était principalement due à l'impact lié au report des Jeux Olympiques de Tokyo.

A.5.3.6 Structures globales

Les coûts afférents aux structures globales ont augmenté légèrement par rapport au premier semestre 2019, reflétant l'impact négatif de la pandémie de Covid-19, partiellement compensé par la poursuite des efforts d'optimisation des coûts dans la plupart des fonctions.

A.5.4 Chiffre d'affaires par Division

Le **chiffre d'affaires** a totalisé 5 627 millions d'euros pour le premier semestre 2020, en baisse organique de -2,8%. Les bons résultats constants enregistrés dans la Division Big Data & Cybersecurity n'ont pas permis de couvrir la baisse de l'activité Business & Platform Solutions, fortement impactée par la pandémie de Covid-19 et, dans une moindre mesure, de l'activité Infrastructure & Data Management.

En millions d'euros	Chiffre d'affaires		
	S1 2020	S1 2019*	% organique
Infrastructure & Data Management	3 101	3 179	-2,4%
Business & Platform Solutions	1 963	2 128	-7,7%
Big Data & Cybersecurity	563	485	+16,0%
Coûts centraux	-	0	+0,0%
Total	5 627	5 792	-2,8%

* A périmètre et taux de change constants

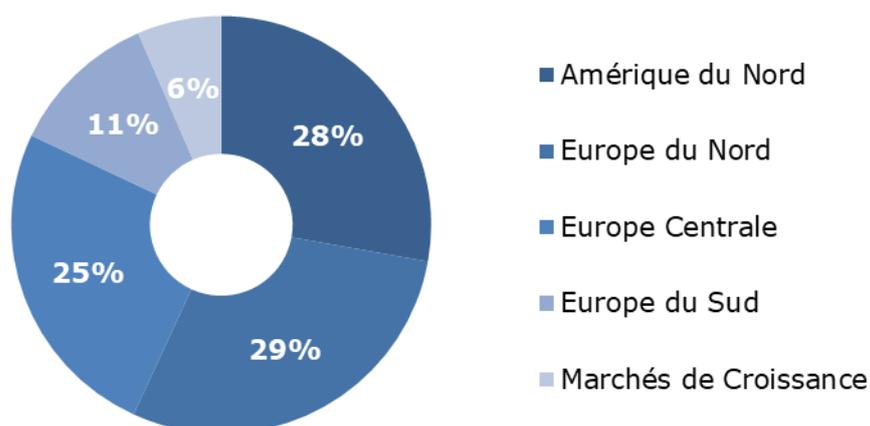
A.5.4.1 Infrastructure & Data Management

Le **chiffre d'affaires** de la Division Infrastructure & Data Management s'est élevé à 3 101 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse organique de -2,4% à taux de change et périmètre constants.

La Division a réussi à lancer des projets dans plusieurs régions, notamment EU Lisa avec les institutions européennes, la phase de déploiement d'Aegon en Europe du Nord, ou encore avec des gouvernements d'États américains, un grand constructeur automobile allemand, un leader européen dans la Pharmacie en Europe Centrale et une multinationale américaine spécialisée dans le domaine de la technologie

Cela a permis d'atténuer l'impact lié à certaines réductions de volume et à une baisse des ventes de licence par rapport à 2019.

Chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management par zone géographique



A.5.4.2 Business & Platform Solutions

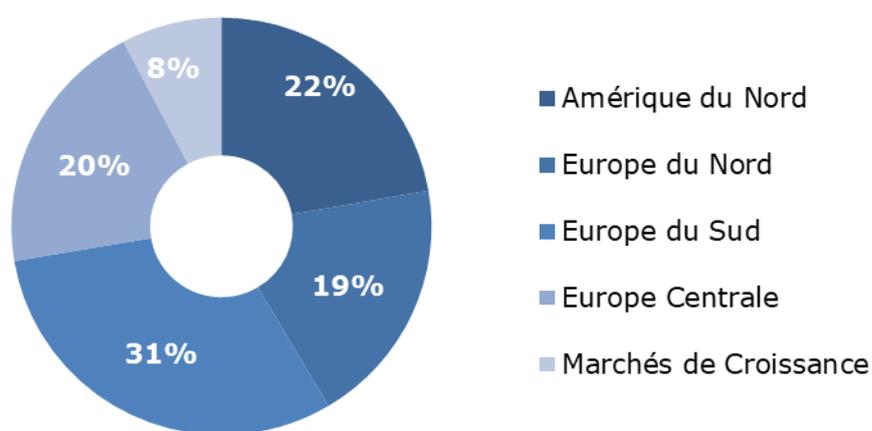
Au niveau de la Division Business & Platform Solutions, le **chiffre d'affaires** a atteint 1 963 millions d'euros, en baisse organique de -7,7%. Après un premier trimestre à -4,9%, la Division a été fortement impactée par les conséquences liées à la pandémie de Covid-19.

En Amérique du Nord, les activités Technology Professional Services et Application Maintenance ont été très sensibles aux décisions prises par certains clients de réduire leurs dépenses informatiques et de reporter des projets numériques.

En Europe, la Division a connu les mêmes difficultés en Technology Services et Application Maintenance. En outre, des clients français et espagnols dans les secteurs Télécommunications et Banque ont décidé de partiellement réinternaliser certaines activités informatiques. En Application Management, la Division a également été impactée par la baisse d'activité avec un important opérateur de télécommunications basé en Allemagne et avec un diffuseur de médias en Europe du Nord, ainsi que par l'effet de base des ventes de produits réalisées l'année dernière et non renouvelées dans le secteur public allemand. Enfin, la performance de la Région Marchés de Croissance a été impactée par le report des Jeux Olympiques de Tokyo 2020.

Ces effets négatifs ont été atténués par le lancement de nouveaux projets dans plusieurs régions et Secteurs. La Division a notamment contribué au déploiement du projet Aegon au Royaume-Uni et à la mise en place de nouveaux projets SAP HANA à l'échelle mondiale.

Chiffre d'affaires en Business & Platform Solutions par zone géographique



A.5.4.3 Big Data & Cybersecurity

Le chiffre d'affaires Big Data & Cybersecurity a atteint 563 millions d'euros, maintenant ainsi une forte croissance à +16,0% par rapport à l'année dernière.

Le segment Cybersécurité a enregistré une croissance à deux chiffres, notamment grâce aux très bons résultats obtenus dans le domaine des services de Cybersécurité. L'activité Systèmes Critiques a affiché une légère croissance organique.

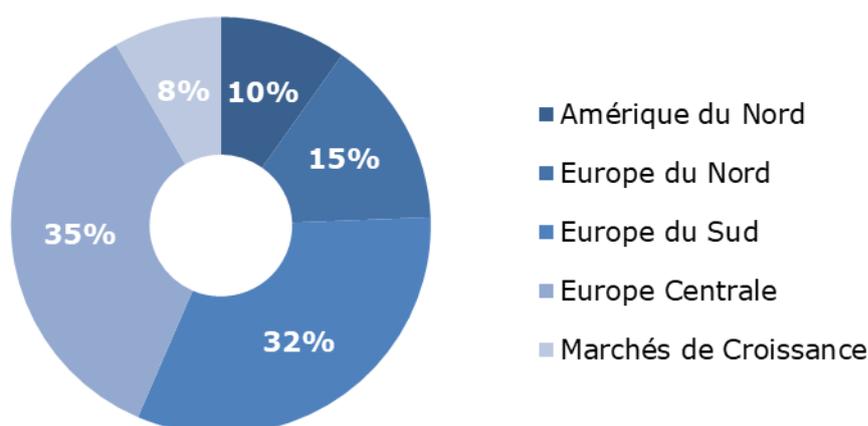
En Europe Centrale, la croissance a été alimentée par l'activité Advanced Computing réalisée pour le compte d'un centre de recherche en Allemagne et, en Europe du Nord, par les services Analytics, Artificial Intelligence & Automation fournis au Centre européen pour les prévisions météorologiques.

La Région Marchés de Croissance a profité de la montée en charge du contrat de calcul haute performance conclu avec une multinationale brésilienne de l'industrie pétrolière, du contrat avec un fournisseur de services de messagerie algérien et de nouveaux contrats avec l'administration publique dans plusieurs pays.

En Amérique du Nord, la croissance organique a été alimentée par le développement des activités assurées pour le compte d'un État américain et par de nouveaux accords avec une multinationale américaine spécialisée dans le domaine de la technologie.

L'Europe du Sud a enregistré une baisse organique, la bonne performance réalisée par l'Italie à la faveur de nouveaux contrats de calcul haute performance ayant été atténuée par un recul en France et dans les Pays Ibériques.

Chiffre d'affaires en Big Data & Cybersecurity par zone géographique



A.5.5 Prise de commandes

A.5.5.1 Prise de commandes et ratio de prise de commande

Au cours du premier semestre de l'année 2020, le **niveau de prise de commandes du groupe** a été de **6 280 millions d'euros**, représentant un **ratio de prise de commandes sur chiffre d'affaires de 112%**, dont 121% au second trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par secteur se décomposaient ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2020	T2 2020	S1 2020	T1 2020	T2 2020	S1 2020
Industries	311	490	801	58%	98%	77%
Services Financiers & Assurance	515	779	1 294	98%	142%	120%
Secteur Public & Défense	833	972	1 805	143%	154%	148%
Télécommunications, Médias & Technologies	660	398	1 058	149%	101%	127%
Ressources & Services	359	494	853	86%	128%	106%
Santé & Sciences de la Vie	230	239	470	71%	72%	71%
Total	2 908	3 373	6 280	103%	121%	112%

Le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires a été particulièrement élevé en Secteur Public & Défense avec 148%, Télécommunications, Médias & Technologies avec 127% et Services Financiers & Assurance avec 120%.

Les principales signatures du deuxième trimestre comprenaient notamment un important contrat d'externalisation en Services Financiers & Assurance en Europe du Nord, un contrat de Gestion de Serveurs et de Cloud avec un opérateur de réseau belge en Ressources & Services, un contrat de modernisation d'applications avec un groupe de prêts et un nouveau contrat avec une union douanière et fiscale dans le Secteur Public & Défense, ainsi qu'un important contrat avec un grand fabricant allemand (Industries).

Les renouvellements de contrats au deuxième trimestre ont été marqués par d'importantes signatures avec notamment la Commission européenne (Secteur Public & Défense) en Europe du Nord, une grande société américaine de services financiers (Services Financiers & Assurance) et le Département des Ressources en Information du Texas (Secteur Public & Défense) en Amérique du Nord, un grand fournisseur français d'électricité et de gaz (Ressources & Services) en Europe du Sud, ainsi qu'une institution bancaire allemande (Services Financiers & Assurance) en Europe centrale.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle Régionale se décomposaient ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2020	T2 2020	S1 2020	T1 2020	T2 2020	S1 2020
Amérique du Nord	1 092	802	1 893	160%	119%	140%
Europe du Nord	428	810	1 239	61%	123%	91%
Europe Centrale	559	763	1 322	84%	108%	96%
Europe du Sud	650	832	1 482	110%	151%	130%
Marchés de Croissance	179	166	345	92%	81%	96%
Total	2 908	3 373	6 280	103%	121%	112%

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Division se décomposaient ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2020	T2 2020	S1 2020	T1 2020	T2 2020	S1 2020
Infrastructure & Data Management	1 492	1 583	3 075	96%	103%	99%
Business & Platform Solutions	1 077	1 431	2 507	106%	151%	128%
Big Data & Cybersecurity	338	360	698	130%	119%	124%
Total	2 908	3 373	6 280	103%	121%	112%

A.5.5.2 Carnet de commandes

En ligne avec une activité commerciale dynamique, le **carnet de commandes** à fin juin 2020 est resté stable à **22,5 milliards d'euros** par rapport à fin décembre 2019, et représentait **1,9 années de chiffre d'affaires**.

A.5.5.3 Propositions commerciales

Le **montant total pondéré des propositions commerciales** était de **8,6 milliards d'euros**, comparé à 7,4 milliards d'euros fin décembre 2019 traduisant la dynamique commerciale du Groupe et représentait **8,8 mois de chiffres d'affaires**.

A.5.6 Ressources Humaines

L'effectif total du Groupe était de **106 980 salariés** fin juin 2020, contre 108 317 fin décembre 2019. Le Groupe a accueilli 374 nouveaux collaborateurs provenant des acquisitions de Maven Wave et de Miner & Kasch.

En excluant cet effet de périmètre, l'effectif du Groupe a diminué de -1,6%, compte tenu de la situation liée au Covid-19 et pour accompagner et anticiper l'effet d'automatisation et de robotisation. Au premier semestre 2020, le Groupe a engagé 7 176 collaborateurs, contre 9 165 au premier semestre 2019. Les recrutements ont principalement été réalisés dans les pays offshore/nearshore tels que l'Inde et la Pologne. Le taux d'attrition s'est établi à **11,8%** au niveau du Groupe (15,1% au premier semestre 2019) avec une forte chute au deuxième trimestre, dont 16,7% dans les pays offshore/nearshore.

L'évolution de l'effectif au premier semestre 2020 par Entité Opérationnelle Régionale et par Division se présentait comme suit :

	Fin décembre 2019	Périmètre	Recrutements	Départs, licenciements & réorganisation	Fin Juin 2020
Infrastructure & Data Management	43 638	239	2 725	-2 871	43 731
Business & Platform Solutions	50 619	0	3 567	-5 218	48 968
Big Data & Cybersecurity	5 489	29	384	-181	5 721
Coûts centraux	160	0	25	162	347
Total des effectifs directs	99 906	268	6 701	-8 108	98 767
Amérique du Nord	9 953	268	587	-985	9 823
Europe du Nord	13 707	0	783	-854	13 636
Europe Centrale	11 512	0	260	-255	11 517
Europe du Sud	16 398	0	705	-1 367	15 736
Marchés de Croissance	47 759	0	4 342	-4 657	47 444
Structures globales	577	0	24	10	611
Total des effectifs directs	99 906	268	6 701	-8 108	98 767
Total des effectifs indirects	8 411	106	474	-779	8 212
TOTAL GROUPE	108 317	374	7 176	-8 887	106 980

A.6 Objectifs 2020

En 2020, le Groupe cible les objectifs suivants pour ses 3 critères financiers clés :

- **Evolution organique du chiffre d'affaires** : entre -2% et -4% ;
- **Taux de marge opérationnelle** : de 9% à 9,5% du chiffre d'affaires ;
- **Flux de trésorerie disponible** : 0,5 milliard d'euros à 0,6 milliard d'euros.

Le 24 juin 2020, le Groupe a tenu une Journée Analystes, à l'occasion de laquelle il a annoncé au marché ses cibles à moyen terme, après avoir publié dans un premier temps un communiqué de presse avant l'ouverture des marchés. Les hypothèses sont présentées dans la section A.2.

A.7 Facteurs de risques : Risques liés à la pandémie Covid-19

L'année 2020 a débuté dans un contexte très complexe et incertain avec la pandémie de Covid-19. Le profil de risque d'Atos a ainsi été adapté pour refléter l'augmentation des risques inhérents liés à la santé et au bien-être des employés ainsi qu'au bouleversement économique.

Risques liés aux collaborateurs : La santé, la sûreté et la sécurité physique

Dans le contexte actuel de pandémie, la vigilance dans la santé et le bien-être de nos collaborateurs et de leurs familles est la première priorité. Atos se doit de toujours protéger leur santé et leur sécurité et, à l'avenir, devra adapter ses initiatives de bien-être pour tenir compte de l'évolution des nouvelles pratiques de travail.

Une équipe globale de gestion de crise (CMT) a été mise en place et a pour objectif de surveiller, définir et coordonner en permanence les actions d'atténuation liées (mais non limitées) à la santé et au bien-être de nos collaborateurs. Nous respectons strictement les instructions de l'Organisation Mondiale de la Santé et suivons de près l'évolution de l'infection. Des mesures sont prises pour éviter la contamination dans les bureaux, assurer le dispositif de télétravail et promouvoir des initiatives de bien-être comme éviter d'avoir des collaborateurs en situation d'isolement et assurer l'équilibre avec les devoirs familiaux. Les décisions prises ainsi que les informations données lors des réunions globales de gestion de crise sont ensuite transmises aux équipes locales des pays dans lesquels nous opérons. Des interactions régulières entre les équipes globales et les équipes locales sont mises en place pour assurer la cohérence de nos actions.

Risques opérationnels et de sécurité : Continuité de l'activité et cyber-attaques

Dans le contexte actuel de pandémie, il est de la plus haute importance de maintenir la continuité de l'activité, afin de sécuriser les opérations de nos clients. Atos est également confronté au risque d'une dégradation de sa performance provoquée par des tiers qui participent à fournir des biens et/ou des services à nos clients.

La situation actuelle accroît également la cyber-menace, car des protagonistes malveillants profitent de la situation pour attaquer les systèmes des entreprises, des organisations et des particuliers. La mise en place urgente du télétravail à grande échelle ou du travail à distance est un facteur d'augmentation des risques cyber, qui est surveillé en permanence.

Comme mentionné ci-dessus, en réponse à la pandémie de Covid-19, Atos a mis en place une équipe globale de gestion de crise qui surveille, définit et coordonne en permanence les mesures d'atténuation pour assurer la continuité des activités, notamment en établissant un plan de lutte contre la pandémie, en activant les plans de continuité des activités, en coordonnant les fournisseurs et les clients, en effectuant la revue juridique de nos contrats, en introduisant un processus d'intégration à distance des nouveaux collaborateurs et en renforçant les règles de sécurité. Ces actions sont immédiatement transmises dans les zones géographiques par l'intermédiaire des équipes locales de gestion de crise et une interaction continue permet de réagir rapidement aux problématiques émergentes.

Risques liés à la commercialisation des services et produits : Engagement client et transformation digitale du Client

L'activité d'Atos dépend de la demande sur les marchés de nos clients. Dans le contexte actuel que constitue la pandémie de Covid-19, des conditions économiques volatiles et incertaines pourraient avoir un impact négatif sur la demande de nos clients pour nos services et solutions (par exemple, ralentissement de la transformation digitale de nos clients) et donc entraver la capacité à atteindre nos objectifs commerciaux. Il est également crucial d'être réactif et de comprendre pleinement les besoins de nos clients pour les soutenir pendant cette période difficile.

Le programme "Always Ready" d'Atos a été lancé dès le début de la crise avec trois objectifs essentiels : servir nos communautés, aider nos clients à opérer la transition et mettre notre technologie au service de la lutte contre le virus. Dans le cadre de ce plan, nous déployons des solutions et des technologies d'Atos disponibles immédiatement et adaptées pour soutenir nos clients pendant la crise du Covid-19. L'initiative a depuis évolué pour devenir le programme "Future Ready" afin de répondre aux défis de la transformation digitale auxquels nos clients devront faire face dans les années à venir.

La performance financière et le risque client sont rigoureusement examinés, des mesures de réduction des coûts ont été prises et de plus étroites interactions avec nos clients ont été établies afin de mieux anticiper et évaluer leurs besoins.

A noter que la mise à jour ci-dessus complète les risques mis en évidence dans le Document d'Enregistrement Universel 2019. Ces risques continuent d'être traités en plus des mesures d'atténuation prises en raison de la situation de pandémie.

A.8 Litiges et contentieux

Atos est un groupe international qui opère dans 73 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées. Au regard de la taille et du revenu généré par ce dernier, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention d'une Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une détection en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels et en cours sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

En raison de la déconsolidation de Worldline, les réclamations et litiges de Worldline ont été supprimés des rapports et ne sont plus supervisés par le Groupe. Cependant, dans le contexte de leur Alliance Globale, Atos et Worldline se sont engagées à coopérer dans la gestion des contentieux actuels et futurs impliquant les deux groupes en coordonnant leurs départements juridiques respectifs.

Au cours du premier semestre 2020, le Groupe est parvenu à mettre un terme à plusieurs litiges importants par le biais d'accords transactionnels et de décisions de justice favorables.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2020 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 34 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations en matière fiscale et commerciale mais excluant les litiges en matière de droit social).

A.8.1 Risques liés à la pandémie de Covid-19

La pandémie de Covid-19 a engendré la nécessité de gérer les risques liés aux éventuels litiges en matière commerciale et sociale.

Afin de traiter correctement ces risques, un Comité de Crise Global a été mis en place, ainsi qu'un comité de crise spécifique au niveau de l'Excom juridique. Le Comité de Crise Global s'est réuni jusqu'à trois fois par semaine au pic de la crise et avait pour but de coordonner les actions d'Atos face à la crise Covid.

Les efforts coordonnés du département juridique ont permis l'élaboration de modèles (par exemple, lettres, clauses, documents, recommandations) et le suivi constant de cas spécifiques. En outre, une check-list a été mise en place pour analyser tous les contrats importants et à risque. Le service juridique a également apporté son soutien aux départements "Delivery", "Business" et "Communication".

Toutes les instructions et recommandations ont été fondées sur le travail synchronisé effectué par le département juridique, le Comité de Crise Global et sur les conseils juridiques fournis par des cabinets d'avocat externes.

A.8.2 Litiges en matière fiscale

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région et les procédures sont habituellement longues.

Il existe une réclamation significative en matière de droits d'enregistrement à l'encontre des autorités fiscales britanniques. Sur le fondement d'un arrêt HSBC rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne, Atos UK a introduit une requête en 2009 demandant le remboursement d'un droit de timbre acquitté en juillet 2000 pour un montant total de plus de 10 millions d'euros. Les juridictions saisies ont reconnu sur le fond le principe du remboursement en 2012 et ont rendu une décision favorable à la société en avril 2017 au sujet du délai de prescription. Atos UK attend désormais le résultat d'une procédure d'appel introduite par l'administration fiscale anglaise.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2020 était de 26 millions d'euros.

A.8.3 Litiges en matière commerciale

Il existe un nombre relativement faible de litiges en matière commerciale.

Certains contrats importants ayant fait l'objet d'un suivi de la Direction de Gestion des Risques ont évolué en contentieux, notamment en France. Ces litiges sont gérés directement par la Direction Juridique du Groupe.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de diverses acquisitions, le dernier étant un contentieux hérité de Syntel pour lequel le Groupe cherche à obtenir une résolution amiable. Le Groupe et Siemens ont conclu deux accords relatifs aux litiges Unify d'une part et Siemens IT Solutions et Services d'autre part. Après avoir signé ces transactions, le Groupe considère avoir obtenu une couverture satisfaisante des risques associés.

Le montant total des provisions pour les risques de litiges commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2020, s'élève à 8 millions d'euros.

A.8.4 Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie près de 110 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur ou gonflés et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale de valeur plus importante. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

L'ensemble des litiges dont le montant réclamé est supérieur à 300 000 euros a fait l'objet d'une provision d'un montant total de 7 millions d'euros figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2020.

A.8.5 Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

A.8.6 Autres

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

A.9 Parties liées

L'objet du présent paragraphe est de mettre en évidence les relations qui existent d'une part, entre le Groupe et ses actionnaires (ou représentants) et d'autre part, entre le Groupe et les sociétés liées sur lesquelles le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif (*i.e.*, participation dans une coentreprise ou une entreprise associée).

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la Note 16 – Parties liées page 247 du Document d'Enregistrement Universel 2019.

À la suite du placement privé auprès d'investisseurs qualifiés par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres en février 2020, Atos a perdu l'influence notable exercée sur Worldline qui n'est dès lors plus considéré comme une entreprise associée selon la norme IAS 28. A compter de cette date, la participation dans Worldline détenue par Atos est présentée en actifs financiers non courants et mesurée à la juste-valeur par le résultat en application de la norme IFRS 9. Par conséquent, la société Worldline n'est plus considérée comme une partie liée conformément à la norme IAS 24.

B. Etats financiers

B.1 Revue financière

B.1.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net des activités poursuivies (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 329 millions d'euros au 30 juin 2020, représentant 5,8% du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 319 millions d'euros pour la période, représentant 5,7% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	%	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	%
Activités poursuivies				
Marge opérationnelle	450	8,0%	529	9,2%
Autres produits et charges opérationnels	-87		-241	
Résultat opérationnel	362	6,4%	288	5,0%
Résultat financier	-1		-79	
Charge d'impôt	-34		-38	
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-1		-2	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3		12	
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	329	5,8%	180	3,1%
Résultat net normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère *	319	5,7%	343	6,0%
Activités abandonnées				
Résultat net des activités abandonnées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	-		3 055	

* Le résultat net normalisé est défini ci-après.

En 2019, le résultat net des activités abandonnées était constitué de la contribution de Worldline du 1^{er} janvier au 30 avril ainsi que du gain net lié à la distribution des titres de Worldline, net des coûts de distribution (après impôts). Ce gain net était de 2 996 millions d'euros, en date effective du 7 mai 2019.

B.1.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

En accord avec les recommandations des régulateurs européens et français, le Groupe a décidé de présenter les effets du Covid-19 dans la « Marge Opérationnelle » et non pas en « Autres produits et charges opérationnels ».

B.1.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représentait une charge nette de 87 millions d'euros au premier semestre 2020. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-80	-63
Rationalisation et frais associés	-22	-17
Coûts d'intégration et d'acquisition	-20	-24
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-78	-79
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-35	-34
Autres	147	-24
Total	-87	-241

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 80 millions d'euros, principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, en particulier en Allemagne.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 22 millions d'euros, engendrés par la fermeture d'implantations et de regroupement des data centers, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 20 millions d'euros, principalement composés des coûts d'intégration de Syntel encourus pour générer des synergies. Les autres coûts sont relatifs à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des précédentes acquisitions.

L'amortissement au titre du premier semestre 2020 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de **l'allocation des prix d'acquisitions** s'est élevé à 78 millions d'euros, principalement sur les plans suivants :

- 33 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients et de la technologie apportées par Syntel, amorties sur une durée de 12 ans à partir du 1^{er} novembre 2018 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie entre 4 et 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amorties à partir du 1^{er} février 2016, entre 2 et 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans

La charge au titre **des paiements fondés sur des actions** s'est élevée à 35 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 34 millions d'euros au premier semestre 2019.

Au premier semestre 2020, les **autres éléments** se sont élevés à +147 millions d'euros comparés à -24 millions d'euros au premier semestre 2019 et étaient composés des éléments non récurrents suivants :

- Transaction sur les actions Worldline réalisée en février 2020, telle que décrite ci-dessous :
 - La cession d'actions Worldline dans le cadre d'un placement privé par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres, au prix de 61,5 euros par action, a entraîné la reconnaissance d'une plus-value sur cession de 120 millions d'euros avant impôt et après sortie des actifs incorporels identifiés lors de l'allocation du prix d'acquisition du 7 mai 2019, actifs incorporels inclus à l'origine dans la valeur des titres mis en équivalence ;
 - La participation résiduelle d'Atos dans Worldline (environ 3,8%) a été réévaluée à la juste-valeur à la date de cession, conduisant à comptabiliser une plus-value supplémentaire de 54 millions d'euros incluse dans le résultat net de cession.
- A l'exclusion de la transaction décrite ci-dessus, les autres charges sont restées stables à 27 millions d'euros comparé au premier semestre 2019 et étaient principalement composées de cessations progressives d'activité en Allemagne et au Royaume-Uni.

B.1.1.3 Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 1 million d'euros sur la période (contre une charge de 79 millions d'euros au premier semestre 2019). Il est composé du coût de l'endettement financier net de 21 millions d'euros et de produits financiers non opérationnels nets pour 20 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à 21 millions d'euros contre 36 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette baisse s'explique principalement par le remboursement anticipé le 14 novembre 2019 de l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars souscrit lors de l'acquisition de Syntel et le remboursement anticipé en avril 2020 de l'obligation de 600 millions d'euros émise en juillet 2015. Le taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts du Groupe s'est élevé à 1,40% contre 1,63% au premier semestre 2019. Le taux moyen du produit d'intérêt sur la trésorerie moyenne brute s'est élevé à 0,69% contre 1,60% au premier semestre 2019.

Les produits financiers non opérationnels nets se sont élevés à 20 millions d'euros contre une charge de 43 millions d'euros au premier semestre 2019 et étaient principalement composés par :

- La variation nette de juste valeur de +41 millions d'euros de l'instrument dérivé et du sous-jacent en actions Worldline, calculée en application de la norme IFRS 9 ;
- Les coûts financiers des pensions de 6 millions d'euros comparés aux 15 millions d'euros du premier semestre 2019. Les coûts financiers des pensions représentent la différence entre les coûts de l'actualisation des engagements et les revenus d'intérêts sur les actifs ;
- La charge financière de 14 millions d'euros liée à la dette de loyers IFRS 16, stable comparé à la charge du premier semestre 2019 ;
- Le gain net de change (incluant les couvertures de devises) pour 4 millions d'euros contre une perte nette de change (incluant les couvertures de devises) de 3 millions d'euros au premier semestre 2019.

B.1.1.4 Impôt

La charge d'impôt pour le premier semestre 2020 s'est élevée à 34 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 361 millions d'euros. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé projeté était de 18,5% (excluant les effets fiscaux de la cession Worldline survenus au cours de la période) contre 18,3% au titre du premier semestre 2019. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé a été calculé en prenant en considération une projection annuelle révisée des impacts Covid-19.

B.1.1.5 Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence

Le 4 février 2020, Atos a perdu l'influence notable exercée sur Worldline. Dès lors, Worldline n'est plus considéré comme une entreprise associée selon la norme IAS 28. A compter de cette date, la participation résiduelle d'Atos détenue dans Worldline est présentée en actifs financiers non courants et mesurée à la juste-valeur par le résultat en application de la norme IFRS 9.

La quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 3 millions d'euros au premier semestre 2020, dont la contribution de Worldline de 2 millions d'euros calculée entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 janvier 2020 (au lieu du 4 février 2020 pour des raisons pratiques).

B.1.1.6 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 319 millions d'euros, représentant 5,7% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	329	180
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt	-18	-163
Gains/(pertes) nets des justes valeurs sur instrument dérivé et variation du sous-jacent en actions Worldline, nets d'impôt	28	-
Résultat net normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	319	343

B.1.1.7 Résultat net par action (RNPA) semestriel

(En millions d'euros et en unités)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	% Rentabilité
Activités poursuivies				
Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	329	5,8%	180	3,1%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	329	5,8%	180	3,1%
Résultat net normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	319	5,7%	343	6,0%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	319	5,7%	343	6,0%
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	108 780 193		106 980 344	
Impact des instruments dilutifs	-		8 730	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	108 780 193		106 989 074	
(en euros)				
RNPA (Résultat Net Par Action) des activités poursuivies [a]/[e]	3,02		1,68	
RNPA dilué des activités poursuivies [b]/[f]	3,02		1,68	
RNPA normalisé des activités poursuivies [c]/[e]	2,93		3,21	
RNPA dilué normalisé des activités poursuivies [d]/[f]	2,93		3,21	
Activités abandonnées				
Résultat net des activités abandonnées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	-	-	3 055	53,2%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net des activités abandonnées retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	-	-	3 055	53,2%
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	-		106 980 344	
Impact des instruments dilutifs	-		8 730	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	-		106 989 074	
(en euros)				
RNPA des activités abandonnées [a]/[e]	-		28,55	
RNPA dilué des activités abandonnées [b]/[f]	-		28,55	

B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Le Groupe a présenté un endettement net de 779 millions d'euros à fin juin 2020 et a généré sur le semestre un flux de trésorerie disponible de -172 millions d'euros.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	774	835
Investissements opérationnels	-186	-173
Paiements des loyers	-172	-167
Variation du besoin en fonds de roulement	-407	-269
Flux de trésorerie opérationnel	9	227
Impôts payés	-55	-48
Coût de l'endettement financier net payé	-21	-36
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-53	-49
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-21	-22
Coûts d'intégration et d'acquisition	-22	-24
Autres variations *	-7	-26
Flux de trésorerie disponible	-172	23
(Acquisitions)/cessions (solde net)	1 239	-11
Augmentation/ (diminution) de capital	-	15
Programme de rachat d'actions collectives	-45	-76
Dividendes versés aux actionnaires	-3	-58
Flux de trésorerie net	1 019	-107
Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture	-1 736	-2 872
Endettement net à l'ouverture des activités abandonnées	-	35
Variation nette de trésorerie / (endettement)	1 019	-107
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	-62	5
Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture	-779	-2 939

* Les «Autres variations» correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme hors acquisitions et cessions et à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunt.

Le **flux de trésorerie disponible** représenté par la « Variation nette de trésorerie / (endettement) », corrigée des acquisitions/cessions sur la période, des variations de capital et des dividendes versés aux actionnaires, s'est élevé à -172 millions d'euros contre +23 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

Le **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à +9 millions d'euros contre +227 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Cette variation est due aux éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel net des paiements locatifs : -66 millions d'euros ;
- Investissements opérationnels : -13 millions d'euros ;
- Variation du besoin en fonds de roulement : -138 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 774 millions d'euros, soit une diminution de -61 millions d'euros par rapport à juin 2019, représentant 13,8% du chiffre d'affaires contre 14,5% en juin 2019. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO était le suivant :

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Marge opérationnelle	450	529
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	165	171
+ Amortissement du droit d'utilisation	168	164
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	4	13
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-39	-39
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux dépréciations/provisions	26	-3
EBO	774	835

Les **investissements opérationnels** se sont élevés à 186 millions d'euros durant la période, soit 3,3% du chiffre d'affaires, supérieur de 30 points de base par rapport à la même période l'an dernier. Pour l'année complète, les investissements opérationnels seront réduits à 3% du chiffre d'affaires, en dessous du niveau de l'année 2019.

La variation du **besoin en fonds de roulement** a atteint -407 millions d'euros (comparé à -269 millions d'euros au premier semestre 2019). Le délai de règlement clients (DSO) a augmenté de 11 jours (passant de 47 jours à fin décembre 2019 à 58 jours à fin juin 2020), alors que le délai de règlement fournisseurs (DPO) a baissé de 10 jours (passant de 79 jours à fin décembre 2019 à 69 jours à fin juin 2020).

Les **impôts payés** ont augmenté de 7 millions d'euros.

Le **coût de l'endettement financier** net a diminué de 15 millions d'euros grâce au remboursement intégral le 14 novembre 2019 de l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars souscrit lors de l'acquisition de Syntel et le remboursement anticipé en avril 2020 de l'obligation de 600 millions d'euros (émise en juillet 2015).

Les décaissements liés à la **réorganisation, à la rationalisation et frais associés et aux coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 97 millions d'euros. Une partie plus importante des coûts de réorganisation a été avancée au premier semestre afin d'optimiser l'impact sur la marge opérationnelle annuelle.

La ligne « **Autres variations** » s'est élevée à -7 millions d'euros comparé à -26 millions d'euros au premier semestre 2019. L'amélioration de 19 millions d'euros est principalement due à l'impact positif des taux de change et à un effet amoindri d'éléments non récurrents survenus sur le premier semestre 2019.

En conséquence des variations mentionnées ci-dessus, principalement impactées par la variation du besoin en fonds de roulement, le **flux de trésorerie disponible du Groupe** s'est élevé au premier semestre 2020 à -172 millions d'euros, contre +23 millions d'euros sur le premier semestre 2019. La variation est principalement liée à un Excédent Brut Opérationnel (EBO) en baisse de -61 millions d'euros, une réduction des cessions de créances de -63 millions d'euros qui doivent être rattrapées d'ici la fin de l'exercice, et -50 millions d'euros liés à des effets temporaires de paiements aux fournisseurs qui ont dû être payés au premier semestre et conduiront à de moindres paiements sur le deuxième semestre, ainsi que l'augmentation pour -24 millions d'euros principalement des travaux en cours sur d'importantes ventes de High Performance Computing.

L'impact de l'endettement net provenant des **acquisitions nettes de cessions** s'est élevé à 1 239 millions d'euros, dont l'origine est principalement liée à l'ABO sur les titres Worldline pour +1 425 millions d'euros (net des coûts de cession et d'impôt), réduit des acquisitions de Maven Wave et Miner & Kasch pour -182 millions d'euros.

Aucune **augmentation de capital** n'a été réalisée au cours du premier semestre 2020 comparé à 15 millions d'euros réalisées au premier semestre 2019 principalement liées au programme d'actionnariat salarié SHARE 2018 sur le premier semestre 2019.

Le **programme de rachat d'actions** s'est élevé à 45 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 76 millions d'euros au premier semestre 2019. Ces rachats d'actions ont eu lieu afin de pouvoir livrer des actions de performance au management du Groupe tout en évitant les effets de dilution pour les autres actionnaires.

Au cours du premier semestre 2020, aucun **dividende** n'a été versé par Atos SE aux actionnaires de la Société Mère, résultat de l'impact économique du Covid-19.

L'effet de la **variation de cours des monnaies étrangères**, provenant de l'exposition des éléments de la dette ou de trésorerie aux devises étrangères, a conduit à une hausse de l'endettement net de 62 millions d'euros, essentiellement par l'exposition de l'endettement net libellé en dollar américain, en roupie indienne et réal brésilien.

En conséquence, **l'endettement net du Groupe** au 30 juin 2020 s'est élevé à 779 millions d'euros comparé à 1 736 millions d'euros au 31 décembre 2019. Pour rappel, l'endettement net du Groupe serait de 279 millions d'euros en prenant l'hypothèse d'une conversion totale des obligations convertibles en actions (OEB).

B.1.3 Ratios bancaires

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevises et le programme de Titrisation. Le ratio de **levier financier** (endettement net/EBO) s'est élevé à 0,56 à fin juin 2020.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevises et du programme de Titrisation, le ratio de levier est calculé en excluant les impacts IFRS 16 et en prenant en compte 12 mois glissants de l'EBO à fin juin 2020.

Le ratio d'endettement net/EBO ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevises et du programme de Titrisation.

B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels

B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel

(En millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Chiffre d'affaires	Note 3.1	5 627	5 744
Charges de personnel	Note 4.1	-2 623	-2 677
Charges opérationnelles	Note 4.2	-2 555	-2 538
Marge opérationnelle		450	529
En % du Chiffre d'affaires		8,0%	9,2%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-87	-241
Résultat opérationnel		362	288
En % du Chiffre d'affaires		6,4%	5,0%
Coût de l'endettement financier net		-21	-36
Autres charges financières		-101	-53
Autres produits financiers		121	10
Résultat financier	Note 6.1	-1	-79
Résultat avant impôt		361	209
Charge d'impôt	Note 7	-34	-38
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	Note 9	3	12
Activités poursuivies			
Résultat net des activités poursuivies		330	182
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		329	180
- participations ne donnant pas le contrôle		1	2
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées		-	3 143
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		-	3 055
- participations ne donnant pas le contrôle		-	89
Total Groupe			
Résultat net des entités consolidées		330	3 326
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		329	3 235
- participations ne donnant pas le contrôle		1	91

(En millions d'euros et en unités)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 12	329	180
Nombre moyen pondéré d'actions		108 780 193	106 980 344
Résultat net des activités poursuivies		3,02	1,68
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		108 780 193	106 989 074
Résultat net dilué par action des activités poursuivies		3,02	1,68
Résultat net des activités abandonnées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 12	-	3 055
Nombre moyen pondéré d'actions		-	106 980 344
Résultat net des activités abandonnées		-	28,55
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		-	106 989 074
Résultat net dilué par action des activités abandonnées		-	28,55
Résultat net des entités consolidées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère	Note 12	329	3 235
Nombre moyen pondéré d'actions		108 780 193	106 980 344
Résultat net des entités consolidées		3,02	30,23
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		108 780 193	106 989 074
Résultat net dilué par action des entités consolidées		3,02	30,23

B.2.2 Etat du résultat global semestriel

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat net des entités consolidées	330	3 326
Autres éléments du résultat global		
- A reclasser en compte de résultat (recyclable):	-220	47
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-4	3
Variation de la réserve de conversion	-217	45
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	1	-1
- Non reclassé en compte de résultat (non-recyclable):	-49	-113
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	-68	-156
Effet d'impôt sur les éléments non-recyclables directement reconnus en capitaux propres	18	43
Total autres éléments du résultat global	-269	-66
Total Résultat global de la période	61	3 260
Dont attribuable aux :		
- propriétaires de la Société Mère	60	3 169
- participations ne donnant pas le contrôle	1	91

B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(En millions d'euros)

	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
ACTIF			
Goodwill	Note 8	6 113	6 037
Immobilisations incorporelles		1 564	1 675
Immobilisations corporelles		579	552
Droit d'utilisation		1 064	1 084
Participations dans les entreprises mises en équivalence	Note 9	7	1 727
Actifs financiers non courants	Note 6.3	873	351
Impôts différés actifs		345	325
Total des actifs non courants		10 545	11 751
Clients et comptes rattachés	Note 3.2	2 953	2 858
Impôts courants		88	53
Autres actifs courants	Note 4.4	1 530	1 568
Instruments financiers courants		9	7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6.2	3 257	2 413
Total des actifs courants		7 837	6 898
TOTAL DE L'ACTIF		18 382	18 649

(En millions d'euros)

	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
PASSIF			
Capital social		109	109
Primes		1 441	1 441
Réserves consolidées		5 611	2 278
Ecart de conversion		-369	-152
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		329	3 399
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère		7 121	7 075
Participations ne donnant pas le contrôle		10	12
Total capitaux propres		7 131	7 087
Provisions retraites et assimilées	Note 10	1 282	1 252
Provisions non courantes	Note 11	46	69
Passifs financiers		2 663	2 651
Instruments dérivés		169	107
Impôts différés passifs		159	238
Instruments financiers non courants		1	2
Dette de loyers non courante		944	927
Autres passifs non courants		1	3
Total des passifs non courants		5 266	5 249
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 4.3	2 102	2 278
Impôts courants		211	182
Provisions courantes	Note 11	156	119
Instruments financiers courants		7	1
Part à moins d'un an des passifs financiers		1 375	1 498
Dette de loyers courante		352	346
Autres passifs courants	Note 4.5	1 783	1 888
Total des passifs courants		5 985	6 313
TOTAL DU PASSIF		18 382	18 649

B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

<i>(En millions d'euros)</i>	Notes	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat avant Impôt		361	209
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4.2	165	171
Amortissement du droit d'utilisation	Note 4.2	168	164
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-14	-33
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		13	15
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		31	6
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition		78	79
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations *		-171	11
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		31	34
Pertes / (gains) sur instruments financiers		-32	-1
Coût de l'endettement financier net	Note 6.1	21	36
Intérêts sur dette de location	Note 6.1	14	14
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		665	705
Impôts payés		-55	-48
Variation du besoin en fonds de roulement		-407	-269
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		202	388
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-186	-173
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		2	-
Investissements d'exploitation nets		-184	-173
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-181	-3
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		2	-
Encaissements liés aux cessions financières		1 424	-8
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-3	-
Investissements financiers nets		1 243	-11
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		1 059	-184
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		-	15
Rachats et reventes d'actions propres		-45	-76
Dividendes versés		-	-58
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-3	-
Paiement des loyers		-172	-167
Souscription de nouveaux emprunts		1 036	91
Remboursement d'emprunts courants et non courants		-1 226	-81
Coût de l'endettement financier net payé		-21	-36
Autres mouvements liés aux opérations de financement		-8	3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	Note 6.4	-439	-309
Variation de trésorerie		821	-105
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		2 334	2 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées		-	-95
Variation de trésorerie	Note 6.4	821	-105
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		-62	14
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 6.4	3 093	2 191

* "(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations" inclut le gain du placement par voie de construction accélérée du livre d'ordres d'actions Worldline (ABO).

B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidé

(en millions d'euros)

	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Éléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 31 décembre 2018, ajusté	106 886	107	2 862	2 748	-285	11	630	6 074	2 027	8 101
• Augmentation de capital	2 329	2	140	-	-	-	-	142	-	142
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	630	-	-	-630	-	-	-
• Dividendes	-	-	-	-182	-	-	-	-182	-2	-184
• Dividendes en actions (Worldline)	-	-	-1 561	-783	-	-	-	-2 344	-	-2 344
• Achat d'actions propres	-	-	-	33	-	-	-	33	-	33
• Impact de dilution	-	-	-	-75	-	-	-	-75	-	-75
• Minoritaires Worldline	-	-	-	-	-	-	-	-	-2 107	-2 107
Transactions avec les actionnaires	2 329	2	-1 421	-378	-	-	-630	-2 426	-2 109	-4 536
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	3 235	3 235	91	3 326
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	-113	45	2	-	-65	-	-65
Total du résultat global de la période	-	-	-	-113	45	2	3 235	3 170	91	3 261
Au 30 juin 2019	109 215	109	1 441	2 257	-240	14	3 235	6 817	8	6 825
• Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-1	-1
• Paiements fondés sur des actions	-	-	-	34	-	-	-	34	-	34
• Achat d'actions propres	-	-	-	-37	-	-	-	-37	-	-37
• Autres	-	-	-	-	-1	-	-	-1	3	2
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	-3	-1	-	-	-4	2	-2
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	164	164	1	165
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	15	89	-5	-	98	-	98
Total du résultat global de la période	-	-	-	15	89	-5	164	262	1	263
Au 31 décembre 2019	109 215	109	1 441	2 269	-152	9	3 399	7 075	12	7 087
• Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	3 399	-	-	-3 399	-	-	-
• Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-3	-3
• Paiements fondés sur des actions	-	-	-	31	-	-	-	31	-	31
• Achat d'actions propres	-	-	-	-45	-	-	-	-45	-	-45
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	3 385	-	-	-3 399	-14	-3	-17
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	329	329	1	330
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	-49	-217	-3	-	-269	-	-269
Total du résultat global de la période	-	-	-	-49	-217	-3	329	60	1	61
Au 30 juin 2020	109 215	109	1 441	5 605	-369	6	329	7 121	10	7 131

B.2.6 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels

B.2.6.1 Base de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés du premier semestre 2020 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2020.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de 6 mois close le 30 juin 2020 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et doivent être lus en relation avec les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les normes IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatives en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers.

Changements de principes comptables

À l'exception des impacts des normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2020, les principes comptables appliqués pour les états financiers intermédiaires consolidés sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2019.

Autres normes ou interprétation

Le Groupe a appliqué au 1^{er} janvier 2020 les normes, interprétations et amendements suivants, sans impact significatif sur ses états financiers :

- Amendement du Cadre conceptuel des normes IFRS ;
- Amendement à IFRS 3 – Définition d'une entreprise ;
- Amendement à IAS 1 et IAS 8 – Modification de la définition du terme « significatif » ;
- Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence.

Plus généralement, le Groupe n'a adopté de manière anticipée aucune norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2020. Le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation non encore approuvée par l'Union européenne à la date de clôture.

Le Groupe est en cours d'estimation des impacts potentiels des décisions de l'IFRIC intervenues en décembre 2019 sur la définition de la période non résiliable d'un contrat de location. L'analyse est toujours en cours et aucun impact significatif n'est attendu.

Les états financiers intermédiaires consolidés sont présentés en euro qui est la devise fonctionnelle du Groupe. Tous les montants sont présentés en millions d'euros.

Utilisation de jugements et d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêt.

Dans ces états financiers consolidés résumés semestriels, les jugements significatifs réalisés par la Direction du Groupe sur les principes comptables appliqués, ainsi que les principales sources d'incertitudes liées aux estimations, restent identiques à ceux décrits dans le dernier rapport annuel, à l'exception des impacts potentiels liés à la Covid-19 détaillés en B.2.6.3.

B.2.6.2 Principes comptables significatifs

En complément des principes comptables indiqués dans le dernier rapport annuel, les principes comptables présentés dans les Notes 7 – Charge d’impôt, 8 – Goodwill et 10 – Engagements de retraite et avantages assimilés sont applicables pour les comptes intermédiaires.

B.2.6.3 Impact de la pandémie sur les états financiers intermédiaires consolidés

Les évènements induits par la crise de la pandémie (Covid-19) ont conduit le Groupe à prendre en considération le ralentissement de l’économie mondiale et les conditions actuelles de marché dans les jugements et hypothèses retenus pour la préparation des comptes intermédiaires.

La pandémie Covid-19 (et ses conséquences) constitue un indice de perte de valeur pour la conduite des tests de dépréciations. En conséquence, le Groupe a mis en œuvre des procédures pour s’assurer que les valeurs recouvrables des entités opérationnelles régionales (RBUs) n’étaient pas inférieures à leurs valeurs nettes comptables (voir Note 8).

La recouvrabilité des impôts différés actifs en lien avec des déficits fiscaux a été testée sur la base de nouvelles hypothèses (voir Note 7).

Les impacts potentiels de la Covid-19 sur la comptabilisation des contrats à long terme ont été revus pour prendre en considération les éventuelles pertes sur les actifs et coûts de contrats. Le modèle de pertes de crédit attendues a également été révisé pour intégrer les risques potentiels de défaillances clients (voir Note 3.2).

En accord avec les recommandations des régulateurs européen et français, le Groupe a décidé de présenter les effets de la Covid-19 au sein de la « Marge Opérationnelle » et non pas en « Autres produits et charges opérationnels ».

B.2.6.4 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels

Note 1 – Changement dans le périmètre de consolidation.....	52
Note 2 – Information sectorielle.....	53
Note 3 – Chiffre d'affaires, créances clients, actifs et coûts de contrat.....	56
Note 4 – Données opérationnelles.....	57
Note 5 – Autres produits et charges opérationnels.....	58
Note 6 – Actifs et passifs financiers et résultat financier.....	61
Note 7 – Charge d'impôt.....	65
Note 8 – Goodwill.....	65
Note 9 – Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.....	66
Note 10 – Engagements de retraite et avantages assimilés.....	67
Note 11 – Provisions	68
Note 12 - Capitaux propres.....	68
Note 13 – Approbation des états financiers semestriels.....	68
Note 14 – Evénements post-clôture.....	68

Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation

Cession d'une participation dans Worldline en 2020

Après la distribution en nature de 23,5% du capital de Worldline à ses actionnaires le 7 mai 2019, la cession d'une part des actions Worldline restantes en novembre 2019, Atos a réalisé une nouvelle cession d'actions Worldline le 4 février 2020, environ 23,9 millions d'actions, pour un montant de 1 425 millions d'euros (net des coûts de cession et d'impôt). Cette opération a été réalisée dans le cadre d'un placement privé auprès d'investisseurs qualifiés par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres.

Le produit net de cession a été comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnels », en accord avec les principes comptables du Groupe pour ce type d'opérations, définis au moment des opérations intervenues en 2019.

Suite à la distribution en nature intervenue en mai 2019, le Groupe exerçait une influence notable sur Worldline et appliquait IAS 28. En conséquence, la participation dans Worldline était comptabilisée comme une entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence.

Suite au dernier placement privé intervenu en février 2020, Atos a perdu l'influence notable exercée sur Worldline qui n'est dès lors plus considérée comme une entreprise associée selon la norme IAS 28. A compter de cette date, la participation dans Worldline détenue par Atos est présentée en actifs financiers non courants et mesurée à la juste-valeur par le résultat en application de la norme IFRS 9.

Les impacts financiers de la transaction sont présentés dans les Notes 5, 6.3 et 9 du présent rapport.

Acquisition de Maven Wave

Le 31 janvier 2020, Atos a finalisé l'acquisition de Maven Wave, une société américaine de conseil en technologie spécialisée dans la prestation de solutions de transformation numérique pour les grandes entreprises. La société est l'un des principaux partenaires de Google Cloud avec huit spécialisations « Cloud Partner » et a été reconnue partenaire de services Google Cloud de l'année pour l'Amérique du Nord en 2018 et 2019. Maven Wave a été intégrée au sein de la RBU Amérique du Nord.

La contrepartie transférée était de 172 millions d'euros conduisant à la reconnaissance d'un goodwill préliminaire de 168 millions d'euros.

Si l'acquisition de Maven Wave avait eu lieu le 1^{er} janvier 2020, le chiffre d'affaires de Maven Wave sur le premier semestre 2020 aurait été de 67 millions d'euros et son résultat net se serait élevé à 5 millions d'euros.

Acquisition de Miner & Kasch

Le 22 avril 2020, Atos a finalisé l'acquisition de Miner & Kasch, un cabinet de conseil en intelligence artificielle (IA) et science des données (data science), dont le siège est situé à Elkridge, Maryland. Le cabinet est spécialisé dans la conception de solutions intelligentes de bout-en-bout, basées sur les données. Avec cette acquisition, Atos renforce sa division de conseil en Big Data et IA, composées d'experts zData, ainsi que son offre de solutions de Data Science-as-a-service. Atos pourra notamment déployer à l'échelle mondiale des plateformes de data science Edge de nouvelle génération pour des solutions industrielles. Miner & Kasch a été intégré au reporting de la RBU Amérique du Nord.

La contrepartie transférée était de 10 millions d'euros conduisant à la reconnaissance d'un goodwill préliminaire de 8 millions d'euros.

Si l'acquisition de Miner & Kasch avait eu lieu le 1^{er} janvier 2020, le chiffre d'affaires de Miner & Kasch sur le premier semestre 2020 aurait été de 5 millions d'euros et son résultat net se serait élevé à 1 million d'euros.

Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revue par le principal décideur opérationnel puis réconciliés avec le résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Le Groupe a lancé en 2020 une transformation dénommée « SPRING » dans le but de refondre son portefeuille d'offres, de renforcer son approche commerciale et de mettre en place une organisation dont l'axe premier devient le Secteur d'Activité.

Dans ce contexte, six Secteurs sont créés, chacun avec une responsabilité de compte de résultat :

- Industries ;
- Services Financiers & Assurance ;
- Secteur Public & Défense ;
- Télécommunications, Médias & Technologies ;
- Ressources & Services ;
- Santé & Sciences de la Vie.

Dans le même temps, le Groupe a effectué un regroupement des Entités Opérationnelles en 5 grandes Régions (Regional Business Units-RBU), chacune ayant son propre leader :

- Amérique du Nord ;
- Europe du Nord : anciennement Royaume-Uni et Irlande, et Benelux et Pays Nordiques ;
- Europe Centrale : anciennement Allemagne, Europe Centrale et de l'Est en excluant l'Italie ;
- Europe du Sud : anciennement France, région Ibérique et Italie.
- Marchés de Croissance : anciennement Asie Pacifique, Amérique du Sud, Moyen Orient et Afrique.

Les RBUs demeurent les principaux segments opérationnels.

Afin de faciliter la période de transition relative au programme « SPRING », le Groupe continuera à présenter le chiffre d'affaires par Division en 2020. Le chiffre d'affaires sera donc communiqué par Secteurs et par Divisions dans les états financiers du Groupe 2020 avec une période comparable.

Segments opérationnels	Secteurs
Amérique du Nord	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie au Canada, aux Etats-Unis d'Amérique, au Guatemala et au Mexique .
Europe du Nord	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Belgique, Biélorussie, Danemark, Estonie, Finlande, Irlande, Lituanie, Luxembourg, Pays-bas, Pologne, Royaume-Uni, Russie et en Suède.
Europe Centrale	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Allemagne, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Grèce, Hongrie, Israël, République Tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie et en Suisse.
Europe du Sud	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Andorre, France, Espagne, Italie, Portugal et un centre de production au Maroc.
Marchés de croissance	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie à Abu Dhabi, en Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, EAU, Egypte, Gabon, Hong-Kong, Inde, Japon, Liban, Malaisie, Madagascar, Maurice, Maroc, Namibie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Qatar, Sénégal, Singapoure, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay ainsi que les activités de Major Events et Global Delivery Centers.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées. Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

<i>(En millions d'euros)</i>	Amérique du Nord	Europe du Nord	Europe Centrale	Europe du Sud	Marchés de croissance	Total Segments opérationnels	Structures globales	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)									
Chiffre d'affaires par secteur	1 355	1 360	1 370	1 143	399	5 627			5 627
% du chiffre d'affaires groupe	24,1%	24,2%	19,6%	20,3%	7,1%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	46	87	97	42	569	841	138	-979	
Total Chiffre d'affaires	1 401	1 447	1 467	1 185	968	6 468	138	-979	5 627
Marge opérationnelle par secteur	208	101	42	86	54	490	-40		450
% de la marge opérationnelle groupe	15,3%	7,4%	3,1%	7,5%	13,4%	8,7%			8,0%
Total Actif sectoriel	4 808	2 522	2 349	2 469	1 494	13 642	1 050		14 692
Semestre clos le 30 juin 2019* (6 mois)									
Chiffre d'affaires par secteur	1 345	1 366	1 374	1 218	442	5 744			5 744
% du chiffre d'affaires groupe	23,4%	23,8%	19,3%	21,2%	7,7%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	29	96	93	110	449	776	197	-973	
Total Chiffre d'affaires	1 374	1 462	1 467	1 328	890	6 521	197	-973	5 744
Marge opérationnelle par secteur	148	126	91	92	112	568	-38		529
% de la marge opérationnelle groupe	11,0%	9,2%	6,6%	7,5%	25,4%	9,9%			9,2%
Total Actif sectoriel	4 681	2 349	2 428	2 211	1 536	13 205	3 311		16 515

Les actifs par segments sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Total Actif par segment	14 692	16 515
Actifs d'impôts	433	428
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 257	2 230
Total Actif	18 382	19 173

Le chiffre d'affaires du Groupe décomposé par Secteurs est le suivant :

(En millions d'euros)	Industrie	Services Financiers & Assurance	Secteur Public & Défense	Télécommuni- cations, Médias & Technologies	Ressources & Services	Santé & Sciences de la Vie	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2020							
Chiffre d'affaires par marché	1 037	1 077	1 216	836	804	657	5 627
en % du chiffre d'affaires du Groupe	18,4%	19,1%	21,6%	14,9%	14,3%	11,7%	100,0%
Semestre clos le 30 juin 2019							
Chiffre d'affaires par marché	1 144	1 112	1 141	869	823	655	5 744
en % du chiffre d'affaires du Groupe	19,9%	19,4%	19,9%	15,1%	14,3%	11,4%	100,0%

Note 3 Chiffre d'affaires, créances clients, actifs et coûts de contrat

3.1 - Désagrégation du chiffre d'affaires généré par Divisions

Afin de faciliter la période de transition avec le programme « SPRING », le Groupe communique également le chiffre d'affaires décomposé par Divisions :

(En millions d'euros)	Infrastructure and data management	Business & Platform solutions	Big Data & cybersécurité	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2020				
Chiffre d'affaires externe par segment	3 101	1 963	563	5 627
en % du chiffre d'affaires groupe	55,1%	34,9%	10,0%	100,0%
Semestre clos le 30 juin 2019				
Chiffre d'affaires externe par segment	3 137	2 135	473	5 744
en % du chiffre d'affaires groupe	54,6%	37,2%	8,2%	100,0%

Le chiffre d'affaires sera donc communiqué par Secteurs et par Divisions dans les états financiers du Groupe 2020 avec une période comparable.

3.2 - Clients et comptes rattachés

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs des contrats	1 747	1 517
Créances clients	1 191	1 301
Coûts de contrats	116	106
Pertes de crédit attendues	-101	-66
Valeur nette de l'actif	2 953	2 858
Passifs des contrats	-651	-680
Créances clients nettes	2 302	2 178
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	58	47

Le 29 mai 2018, Atos a renouvelé son programme de titrisation pour une période de cinq ans pour un montant maximum de créances titrisées de 500 millions d'euros et une limite au montant maximum de financement qui est passée de 200 millions d'euros à 100 millions d'euros. Au 30 juin 2020, le Groupe a cédé avec recours des créances clients pour 59 millions d'euros. Ces créances clients n'ont pas été décomptabilisées de la situation financière dans la mesure où le Groupe conserve les risques et avantages qui leur sont associés.

Au 30 juin 2020, 795 millions d'euros de créances clients ont été cédées sans recours à des tiers avec transfert des risques répondant aux critères de la norme IFRS 9 (contre 873 millions d'euros au 31 décembre 2019), et ont donc été décomptabilisées de la situation financière au 30 juin 2020. Les 795 millions d'euros incluent 82 millions de dollars aux Etats-Unis, où Atos a transféré 90% de ses droits sur les créances et a donc décomptabilisé 90% des créances.

Aucun client significatif du Groupe n'a fait l'objet de faillite en lien avec la crise de la Covid-19. Le Groupe n'anticipe pas de hausse significative de son exposition au risque de crédit. En conséquence, le Groupe n'a pas significativement modifié son modèle de pertes de crédit attendues.

Le Groupe a également évalué son exposition au risque de recouvrabilité sur ses actifs et coûts de contrats. Aucune dépréciation ni amortissement accéléré, en lien avec la Covid-19, n'a été estimé nécessaire.

Note 4 Données opérationnelles

4.1 - Charges de personnel

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Salaires	-2 128	37,8%	-2 172	37,8%
Charges sociales	-501	8,9%	-505	8,8%
Taxes, formation, intéressement et participation	-33	0,6%	-39	0,7%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	-1	0,0%	-	-
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	39	-0,7%	39	-0,7%
Total	-2 623	46,6%	-2 677	46,6%

4.2 - Charges opérationnelles autres que personnel

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-947	16,8%	-950	16,5%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-580	10,3%	-507	8,8%
Coûts de maintenance	-286	5,1%	-331	5,8%
Charges locatives	-18	0,3%	-11	0,2%
Télécommunications	-142	2,5%	-152	2,6%
Transports et déplacements	-34	0,6%	-79	1,4%
Honoraires	-102	1,8%	-100	1,7%
Autres charges	-143	2,5%	-127	2,2%
Sous-total charges	-2 253	40,0%	-2 258	39,3%
Amortissements des immobilisations	-165	2,9%	-171	3,0%
Amortissement du droit d'utilisation	-168	3,0%	-164	2,9%
(Dotations) / Reprises nettes aux dépréciations/provisions	-26	0,5%	3	-0,1%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-3	0,1%	-10	0,2%
Pertes sur créances irrécouvrables et droit d'utilisation	-6	0,1%	-5	0,1%
Production immobilisée	66	-1,2%	66	-1,2%
Sous-total autres charges	-302	5,4%	-280	4,9%
Total	-2 555	45,4%	-2 538	44,2%

4.3 – Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dettes fournisseurs	2 102	2 278
Paiements d'avance nets	-46	-31
Charges constatées d'avance et facturation en avance	-737	-691
Total	1 319	1 556
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	69	79

4.4 – Autres actifs courants

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Stocks	114	104
Etat - Créances de TVA	201	212
Charges constatées d'avance et facturation en avance	737	691
Autres créances et actifs courants	432	529
Paiements d'avance nets	46	31
Total	1 530	1 568

4.5 – Autres passifs courants

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Personnel et comptes rattachés	363	355
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	176	172
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	367	371
Passifs des contrats	651	680
Autres dettes d'exploitation	226	310
Total	1 783	1 888

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents et représentait une charge nette de 87 millions d'euros au premier semestre 2020. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-80	-63
Rationalisation et frais associés	-22	-17
Coûts d'intégration et d'acquisition	-20	-24
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-78	-79
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-35	-34
Autres	147	-24
Total	-87	-241

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 80 millions d'euros, principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, en particulier en Allemagne.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 22 millions d'euros, engendrés par la fermeture d'implantations et de regroupement des data centers, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 20 millions d'euros, principalement composés des coûts d'intégration de Syntel encourus pour générer des synergies. Les autres coûts sont relatifs à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des précédentes acquisitions.

L'amortissement au titre du premier semestre 2020 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de **l'allocation des prix d'acquisitions** s'est élevé à 78 millions d'euros, principalement sur les plans suivants :

- 33 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients et de la technologie apportées par Syntel, amorties sur une durée de 12 ans à partir du 1^{er} novembre 2018 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie entre 4 et 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amorties à partir du 1^{er} février 2016, entre 2 et 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis à partir du 1^{er} septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans

La charge au titre **des paiements fondés sur des actions** s'est élevée à 35 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 34 millions d'euros au premier semestre 2019.

Au premier semestre 2020, les **autres éléments** se sont élevés à +147 millions d'euros comparés à -24 millions d'euros au premier semestre 2019 et étaient composés des éléments non récurrents suivants :

- Transaction sur les actions Worldline réalisée en février 2020, telle que décrite ci-dessous :
 - La cession d'actions Worldline dans le cadre d'un placement privé par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres, au prix de 61,5 euros par action, a entraîné la reconnaissance d'une plus-value sur cession de 120 millions d'euros avant impôt et après sortie des actifs incorporels identifiés lors de l'allocation du prix d'acquisition du 7 mai 2019, actifs incorporels inclus à l'origine dans la valeur des titres mis en équivalence ;
 - La participation résiduelle d'Atos dans Worldline (environ 3,8%) a été réévaluée à la juste-valeur à la date de cession, conduisant à comptabiliser une plus-value supplémentaire de 54 millions d'euros incluse dans le résultat net de cession.
- A l'exclusion de la transaction décrite ci-dessus, les autres charges sont restées stables à 27 millions d'euros comparé au premier semestre 2019 et étaient principalement composées de cessations progressives d'activité en Allemagne et au Royaume-Uni.

Paiements fondés sur des actions

Dans le contexte de la crise Covid-19, le Conseil d'Administration du 24 juillet 2020 a amendé les objectifs de performance des paiements fondés sur des actions accordés en 2018 et 2019 et le plan d'action de performance 2019 sur les objectifs 2020 révisés. Les hypothèses retenues pour le calcul de ces plans restent inchangées à la clôture du premier semestre 2020 et seront revues au second semestre en conséquence.

La charge de 35 millions d'euros (contre 34 millions d'euros au premier semestre 2019) enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des paiements fondés sur des actions est principalement composée de :

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Par année :		
Plans 2020	7	-
Plans 2019	7	-
Plans 2018	7	7
Plans 2017	13	11
Plans 2016	-	13
Plans 2015	1	3
Total	35	34
Par catégorie de plans :		
Plans d'actions gratuites	33	33
Plans de stock-options	0	-
Plan d'actionnariat salarié	2	1
Total	35	34

Plans d'actions de performance

La charge totale enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des plans d'actions de performance au cours du semestre est définie comme suit :

Date d'attribution	23 octobre 2019	24 juillet 2019
Nombre d'actions initialement attribuées	12 000	857 743
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	63,60	69,75
Date d'acquisition	23 octobre 2022	24 juillet 2022
Durée de vie (années)	3	3
Taux de rendement attendu (%)	2,07%	2,07%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	59,77	65,55
Charge enregistrée en 2020 (en millions d'euros)	0	6

Date d'attribution	27 mars 2018	22 juillet 2018
Nombre d'actions initialement attribuées	8 550	891 175
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	90,00	90,00
Date d'acquisition	26 mars 2021	21 juillet 2021
Durée de vie (années)	3	3
Taux de rendement attendu (%)	1,20%	1,20%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	87,08	87,08
Charge enregistrée en 2020 (en millions d'euros)	0	7

Date d'attribution	28 juillet 2015 Plans étrangers	25 juillet 2017
Nombre d'actions initialement attribuées	510 000	777 910
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	69,70	90,00
Date d'acquisition	2 janvier 2020	25 juillet 2020
Durée de vie (années)	4.5	3
Taux de rendement attendu (%)	1,20%	1,20%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	65,89	88,12
Charge enregistrée en 2020 (en millions d'euros)	1	13

Plan de stock-options émis en 2019

Nombre d'options initialement attribuées	209 200
Cours de l'action à la date d'attribution (en euro)	78
Prix d'exercice (€)	80
Date d'acquisition	24 juillet 2022
Échéance prévisionnelle	3 ans
Taux sans risques à la date d'attribution (%)	-0,44%
Rendement dividende attendu (%)	2,07%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	6,67
Charge enregistrée en 2020 (en millions d'euros)	0

Plans d'actionnariat salarié Share 2020

En juin 2020, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actionnariat salarié appelé Share 2020 détaillé comme suit :

Share 2020 a été ouvert à tous les salariés du Groupe. Le nouveau plan a permis aux salariés éligibles d'acheter des actions avec une décote de 25% avec une période d'incessibilité de cinq ans ainsi que l'attribution d'actions gratuites pour les deux premières actions souscrites.

Le Groupe émettra donc de nouvelles actions fin juillet, à un prix de référence de l'action de 64,6 euros (avant application de la décote de 25%). L'impact final sera ajusté au cours du second semestre à l'issue de la période de souscription.

Le coût relatif à Share 2020 prend en compte la période d'incessibilité de cinq ans, calculé avec les paramètres suivants :

Nombre d'options initialement attribuées	780 412
Cours de l'action à la date d'attribution (en euro)	67,82
Pourcentage de remise (%)	25%
Période d'incessibilité (années)	5
Taux sans risques à la date d'attribution (%)	-0,49%
Charge enregistrée en 2020 (en millions d'euros)	2

Note 6 Actifs et passifs financiers et résultat financier

6.1 – Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 1 million d'euros sur la période (contre une charge de 79 millions d'euros au premier semestre 2019). Il est composé du coût de l'endettement financier net de 21 millions d'euros et de produits financiers non opérationnels nets pour 20 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à 21 millions d'euros contre 36 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette baisse s'explique principalement par le remboursement anticipé le 14 novembre 2019 de l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars souscrit lors de l'acquisition de Syntel et le remboursement anticipé en avril 2020 de l'obligation de 600 millions d'euros émise en juillet 2015. Le taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts du Groupe s'est élevé à 1,40% contre 1,63% au premier semestre 2019. Le taux moyen du produit d'intérêt sur la trésorerie moyenne brute s'est élevé à 0,69% contre 1,60% au premier semestre 2019.

<i>(En millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-20	-36
Gains/(pertes) nets liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt	-1	-
Coût de l'endettement financier net	-21	-36

Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	4	-3
Gains/(pertes) nets des justes valeurs sur instrument dérivé et variation du sous-jacent en actions Worldline	41	-
Intérêts sur dettes de loyers	-14	-14
Autres produits/(charges) financiers	-12	-26
Total autres produits/(charges) financiers	20	-43
Dont :		
- autres charges financières	-101	-53
- autres produits financiers	121	10

Les produits financiers non opérationnels nets se sont élevés à 20 millions d'euros contre une charge de 43 millions d'euros au premier semestre 2019 et étaient principalement composés par :

- La variation nette de juste valeur de +41 millions d'euros de l'instrument dérivé et du sous-jacent en actions Worldline, calculée en application de la norme IFRS 9 ;
- Les coûts financiers des pensions de 6 millions d'euros comparés aux 15 millions d'euros du premier semestre 2019. Les coûts financiers des pensions représentent la différence entre les coûts de l'actualisation des engagements et les revenus d'intérêts sur les actifs ;
- La charge financière de 14 millions d'euros liée à la dette de loyers IFRS 16, stable comparé à la charge du premier semestre 2019 ;
- Le gain net de change (incluant les couvertures de devises) pour 4 millions d'euros contre une perte nette de change (incluant les couvertures de devises) de 3 millions d'euros au premier semestre 2019.

6.2 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	3 207	2 363
SICAV monétaires	50	50
Total	3 257	2 413

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

6.3 – Actifs financiers non courants

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actifs de régime de retraite	Note 10 229	231
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations	542	4
Autres*	102	116
Total	873	351

*Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts, les garanties et les frais d'acquisition et de souscription liés aux acquisitions passées amortis sur la durée des instruments de dette.

Sur le premier semestre 2020, l'augmentation de l'agrégat « Juste valeur des participations non consolidées net de dépréciations » correspond au reclassement de la participation résiduelle dans Worldline de la ligne « Participations dans les entreprises mises en équivalence » à la ligne « Actifs financiers non courants », pour un montant de 445 millions d'euros. Cet actif non courant est depuis évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat, en accord avec la norme IFRS 9, conduisant à la reconnaissance d'un produit financier de 94 millions d'euros au 30 juin 2020.

6.4 – Variation de l'endettement net sur l'exercice

Réconciliation des variations des passifs avec les flux de trésorerie liés aux activités de financement :

	Passifs						Capitaux propres				Trésorerie nette et équivalents de trésorerie		Variation de l'endettement net/ (cash)
	Emission obligataire	Obligation échangeable en action	Prêt bancaires et billets de trésorerie	Titrisation	Autres passifs financiers autres que les découverts bancaires	Dettes de loyers	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Participations ne donnant pas le contrôle	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Découverts bancaires	Total
<i>(En millions d'euros)</i>													
Au 1er janvier 2020	2 700	500	805	10	55	1 273	109	1 441	2 269	12	2 413	-79	1 736
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rachats et reventes d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-45	-	-	-	-
Dividendes payés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-
Paiement des loyers	-	-	-	-	-	-172	-	-	-	-	-	-	-
Souscription de nouveaux emprunts	-	-	1 036	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 036
Remboursement d'emprunts courants et non courants	-600	-	-590	-	-36	-	-	-	-	-	-	-	-1 226
Coût de l'endettement financier net payé	-	-	-	-	-21	-	-	-	-	-	-	-	-21
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-	-	-	-8	-	-	-	-	-	-	-	-	-8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement autre que le paiement des loyers et les flux en capitaux propres	-600	-	446	-8	-57	-	-	-	-	-	-	-	-219
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-600	-	446	-8	-57	-172	-	-	-45	-3	-	-	-
Coût de l'endettement financier net	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	21
Nouveaux contrats de location y compris ceux issus de regroupement d'entreprise	-	-	-	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts sur dettes de loyers	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	-	-	-	-	-	-20	-	-	-	-	-67	5	62
Autres variations	-	-	-	-	21	195	-	-	-	-	-67	5	83
Variation de la trésorerie nette et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	912	-91	-821
Au 30 juin 2020	2 100	500	1 251	2	19	1 296	109	1 441	2 224	9	3 257	-164	779

(In € million)

	30 juin 2020	31 décembre 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 257	2 413
Découverts	-164	-79
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie nette	3 093	2 334

Ratios Bancaires

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevises et le programme de Titrisation. Le ratio de levier financier (endettement net/EBO) s'est élevé à 0,56 à fin juin 2020.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevises et du programme de Titrisation, le ratio de levier est calculé en excluant les impacts IFRS 16 et en prenant en compte 12 mois glissants de l'EBO à fin juin 2020.

Le ratio d'endettement net/EBO ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevises et du programme de Titrisation.

Note 7 Charge d'impôt

L'impôt sur le résultat consolidé comprend les impôts courants et les impôts différés. Dans le cadre des comptes semestriels, l'impôt sur le résultat consolidé du Groupe a été déterminé sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Il est déterminé en fonction de la charge d'impôt (courante et différée) prévue, compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

La charge d'impôt pour le premier semestre 2020 s'est élevée à 34 millions d'euros pour un résultat avant impôt de 361 millions d'euros. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé projeté était de 18,5% (excluant les effets fiscaux de la cession Worldline survenus au cours de la période) contre 18,3% au titre du premier semestre 2019. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé a été calculé en prenant en considération une projection annuelle révisée des impacts Covid-19.

Dans le contexte de la Covid-19, le Groupe a testé la recouvrabilité des impôts différés actifs, procédure basée sur le nouveau plan moyen terme du Groupe communiqué au marché le 24 juin 2020. En conséquence, aucune dépréciation additionnelle n'a été comptabilisée.

Note 8 Goodwill

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable à la date de clôture sur la base des données de décembre et de projections de flux de trésorerie basées sur le plan moyen terme du Groupe. La fréquence du test peut être plus courte dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- Une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- La perte d'un client majeur ;
- Une hausse significative des taux d'intérêts.

(En millions d'euros)	31 décembre 2019	Actifs détenus pour distribution	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	30 juin 2020
Valeur brute	6 617	-	175	-113	6 678
Perte de valeur	-580	-	-	15	-565
Valeur nette	6 037	-	175	-99	6 113

(En millions d'euros)	31 décembre 2018	Actifs détenus pour distribution	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	31 décembre 2019
Valeur brute	9 431	-3 050	115	122	6 617
Perte de valeur	-567	1	-	-13	-580
Valeur nette	8 863	-3 049	115	109	6 037

L'augmentation du goodwill au cours du premier semestre 2020 était liée aux acquisitions de Maven Wave et Miner & Kasch.

L'épidémie de Covid-19 (et ses conséquences) ont été considérées comme un indice de perte de valeur pour la réalisation des tests de dépréciations en accord avec la norme IAS 36. Le Groupe a mis en œuvre des procédures afin d'évaluer la nécessité de comptabiliser d'éventuelles dépréciations.

Les RBUs présentant des « headrooms » significatives lors des tests de dépréciations réalisés en 2019 (tests réalisés selon le scénario le plus pessimiste) n'ont pas fait l'objet d'un nouveau test en juin 2020, considérant que les « headrooms » sur ces RBUs étaient trop importants pour que les valeurs comptables de ces dernières soient remises en cause par les effets de la Covid-19.

Un test de dépréciation a été réalisé pour les autres RBUs en mettant à jour les hypothèses 2020 et en prenant en compte le plan à moyen terme que le Groupe a communiqué au marché le 24 juin 2020. Les taux d'actualisation ont également été mis à jour. Une analyse de sensibilité des paramètres clés utilisés (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance perpétuelle) a été réalisée en faisant varier de plus ou moins 75 points de base chacun des paramètres (contre plus ou moins 50 points de base pour le test réalisé en 2019). Cette analyse n'a pas mis en évidence de scénario probable pour lequel le montant recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (RBU) serait évaluée en deçà de sa valeur nette comptable. A la suite de ces procédures, aucune dépréciation supplémentaire n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés résumés semestriels du Groupe.

Note 9 Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence

(En millions d'euros)	31 décembre 2019	Regroupement d'entreprises	Cession	Résultats nets	Variations de change et autres	30 juin 2020
Worldline	1 724	-	-1 281	2	-445	-
Autre	3	-	-	1	2	7
Total	1 727	-	-1 281	3	-443	7

(En millions d'euros)	31 décembre 2018	Regroupement d'entreprises	Cession	Résultats nets	Variations de change et autres	31 décembre 2019
Worldline	-	2 732	-1 053	45	-	1 724
Autre	7	-	-	2	-6	3
Total	1 727	2 732	-1 053	47	-6	1 727

En février 2020, Atos a cédé environ 23,9 millions d'actions Worldline représentant une valeur nette comptable des titres mis en équivalence d'environ 1 281 millions d'euros, dans le cadre d'un placement privé auprès d'investisseurs qualifiés par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres.

Suite au Placement, Atos conserve 7,36% des droits de votes et 3,82% du capital de Worldline. L'examen de la gouvernance a conduit à la conclusion que Atos avait perdu l'influence notable exercée sur Worldline qui n'est dès lors plus considérée comme une entreprise associée selon la norme IAS 28.

Le montant de 445 millions d'euros en « Variation de changes et autres » correspond au reclassement de la participation conservée dans le capital de Worldline en « Actifs financiers non courants » dans l'Etat consolidé de la situation financière. Cet actif est évalué à la juste-valeur par résultat en application de la norme IFRS 9.

Note 10 Engagements de retraite et avantages assimilés

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs des projections actuarielles sont utilisées.

Le montant total des régimes postérieurs à l'emploi comptabilisé dans l'Etat consolidé de la situation financière du Groupe s'est élevé à 1 009 millions d'euros comparé à 972 millions d'euros au 31 décembre 2019.

La volatilité des taux des obligations de sociétés privées était particulièrement élevée pour tous les principaux pays / zones au cours du premier semestre 2020 en raison du Covid-19, en particulier à fin mars 2020. Les courbes de taux d'actualisation sont depuis lors en pente descendante, conséquence de la baisse des taux des obligations souveraines combinée à la réduction du spread de taux. Les taux d'actualisation ont diminué pour le Royaume-Uni et les États-Unis au 30 juin 2020 comparé au 31 décembre 2019 et sont restés inchangés pour la zone Euro sur la même période.

	Royaume Uni		Zone Euro		Etats-Unis	
	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2020	31 décembre 2019
Taux d'actualisation	1,60%	2,10%	0,8% ~ 1,3%	0,8% ~ 1,3%	2,40%	3,00%
Hypothèse d'augmentation future des salaires	RPI: 2.80% CPI: 1.80%	RPI: 2.95% CPI: 1.95%	1,45%	1,45%	na	na

La valeur des actifs de couverture pour les régimes de retraite britanniques les plus matériels a fait l'objet d'une mise à jour au 30 juin 2020.

Atos a une exposition relativement faible aux marchés actions. Ainsi, la crise Covid-19 a eu un impact limité sur les performances des actifs des régimes de retraite au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Suisse. Les ratios de couverture estimés dans ces pays, selon les hypothèses techniques, ne nécessitent aucune mesure de financement de déficit.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Montant reconnu dans les états financiers :		
Charges payées d'avance	229	231
Charges à payer - engagements de retraite [a]	-1 237	-1 203
Provision retraite	-1 009	-972
Charges à payer - autres régimes à long terme [b]	-45	-50
Montant total charges à payer [a] + [b]	-1 282	-1 252

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Marge opérationnelle	-20	-9
Autres produits et charges opérationnels	1	1
Résultat financier	-6	-15
Impact total sur le compte de résultat	-25	-23

Note 11 Provisions

(En millions d'euros)	31 décembre 2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	30 juin 2020	Courantes	Non courantes
Réorganisation	74	44	-16	-1	-	100	93	6
Rationalisation	9	2	-1	-0	-	8	7	1
Engagements sur projets	30	9	-4	-2	-1	32	30	2
Risques et litiges	75	5	-1	-6	-12	62	25	37
Total provisions	188	59	-22	-10	-13	202	156	46

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Note 12 Capitaux propres

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions acquises. Aucune option de souscription d'actions n'était en circulation au 30 juin.

Résultat net par action – Activités poursuivies

(En millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	329	180
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	329	180
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	108 780 193	106 980 344
Impact des instruments dilutifs [d]	-	8 730
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	108 780 193	106 989 074
(en euros)		
Résultat net par action en euros des activités poursuivies [a]/[c]	3,02	1,68
Résultat net par action dilué en euros des activités poursuivies [b]/[e]	3,02	1,68

Résultat net par action – Activités abandonnées

(En millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2020 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)
Résultat net des activités abandonnées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	-	3 055
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net des activités abandonnées retraité des instruments dilutifs – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	-	3 055
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	108 780 193	106 980 344
Impact des instruments dilutifs [d]	-	8 730
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	108 780 193	106 989 074
(en euros)		
Résultat net par action en euros des activités abandonnées [a]/[c]	-	28,55
Résultat net par action dilué en euros des activités abandonnées [b]/[e]	-	28,55

Note 13 Approbation des états financiers semestriels

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 24 juillet 2020.

Note 14 Événements post-clôture

Aucun événement significatif n'est à noter.

B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration le 24 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés résumés semestriels avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 24 juillet 2020 commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2020

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Jean-François Viat

Virginie Palethorpe

C. Personnes responsables

C.1 Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel

Elie Girard

Directeur Général

C.2 Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bezons, le 30 juillet 2020

Elie Girard

Directeur Général

C.3 Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes

Grant Thornton - Virginie Palethorpe

Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008, le 17 mai 2014 et le 16 juin 2020

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Deloitte & Associés - Jean-François Viat

Nommé le 16 décembre 1993 puis renouvelé le 24 février 2000, le 23 mai 2006, le 30 mai 2012, et le 23 mai 2018

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

D. Gouvernance et informations supplémentaires

D.1 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Annuelle de la Société tenue le 16 juin 2020 a approuvé les ratifications de nomination et les renouvellements de mandats qui lui étaient soumis.

Plus particulièrement, elle a approuvé la ratification de la nomination de M. Elie Girard et de M. Cedrik Neike. Elle a également renouvelé les mandats d'administrateur de (i) M. Cedrik Neike pour une durée de trois ans, et de (ii) Mme Valerie Bernis et Mme Colette Neuville pour une durée de deux ans, ainsi que le mandat d'administrateur représentant les salariés actionnaires de Mme Jean Fleming pour une durée de deux ans.

M. Nicolas Bazire a informé le Conseil d'Administration avant l'Assemblée Générale Annuelle, qu'il ne souhaitait pas solliciter le renouvellement de son mandat d'administrateur. Le Conseil d'Administration en a pris acte et, par conséquent, a décidé de ne pas soumettre au vote des actionnaires la résolution concernée. Le mandat de M. Bazire a donc expiré à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle.

Durant la réunion tenue avant l'Assemblée Générale le 16 juin 2020, le Conseil a été informé par la CFDT, en sa qualité d'organisation syndicale la plus représentative au sein des sociétés françaises du groupe Atos, du renouvellement du mandat d'administrateur salarié de M. Farès Louis. Conformément aux règles en vigueur, le mandat de M. Farès Louis expirera en 2023, à l'issue de l'Assemblée Générale de la Société statuant sur les comptes de l'exercice 2022.

Sur cette base, le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, a décidé de modifier la composition du Comité des Nominations et des Rémunérations comme suit :

- M. Bertrand Meunier (Président) ;
- Mme Jean Fleming ; et
- Mme Colette Neuville.

La composition des comités des comptes et RSE du Conseil d'Administration reste inchangée.

À la suite de ces différentes modifications, à la date du présent amendement au Document d'Enregistrement Universel, le Conseil d'Administration est composé de onze administrateurs, dont sept indépendants, comme suit :

		INFORMATIONS PERSONNELLES				EXPERIENCE	POSITION AU CONSEIL				PARTICIPATION COMITES ³ (et autres fonctions)
		Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées ¹	Indépendance	Date de première nomination ²	Échéance de mandat	Ancienneté au Conseil	
Président	Bertrand MEUNIER	64	M	Franco-Britannique	14000	0	OUI	10/02/2009	AGM 2021	11	C, N&R *
Directeur Général	Elie GIRARD	42	M	Française	51632	0	NON	16/12/2019	AGM 2022	0	N/A
Administrateurs <small>(L225-17 CCom)</small>	Vivek BADRINATH	51	M	Française	500	1	OUI	30/04/2019	AGM 2021	1	C
	Valérie BERNIS	61	F	Française	505	1	OUI	15/04/2015	AGM 2022	4	RSE *
	Cedrik NEIKE	47	M	Franco-Allemande	500	1	NON	28/01/2020	AGM 2023	0	N/A
	Colette NEUVILLE	83	F	Française	1012	0	OUI	13/04/2010	AGM 2022	9	N&R
	Aminata NIANE	63	F	Sénégalaise	1012	0	OUI	27/05/2010	AGM 2021	9	Administrateur Référent
	Lynn PAINE	70	F	Américaine	1000	0	OUI	29/05/2013	AGM 2021	6	C, RSE
Administrateur représentant les salariés actionnaires <small>(L225-23 CCom)</small>	Jean FLEMING	51	F	Britannique	1496	0	NON	26/05/2009	AGM 2022	10	C *, RSE
Administrateur Salarié <small>(L225-27-1CCom)</small>	Farès LOUIS	58	M	Française	0	0	NON	25/04/2019	AGM 2023	1	C *, RSE

¹ Autres mandats exercés dans des sociétés cotées (en dehors du groupe Atos). Les mandats exercés dans des sociétés appartenant au même groupe sont comptabilisés comme un seul mandat.

² Date de première nomination au Conseil d'administration d'Atos

³ N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations, C : Comité des Comptes, RSE : Comité RSE

* Président du Comité

D.2 Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020

L'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020 a adopté les résolutions proposées par le Conseil d'Administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Annuelle ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société www.atos.net, rubrique Investisseurs.

Plus particulièrement, dans le cadre de son activité habituelle, l'Assemblée Générale Annuelle a approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, étant rappelé que le Conseil d'Administration avait pris la décision de ne pas proposer à titre exceptionnel la distribution d'un dividende à l'Assemblée Générale afin de tenir compte des circonstances liées à l'épidémie de Covid-19.

L'Assemblée Générale a également approuvé en particulier les éléments de rémunération et les avantages versés ou attribués au titre de l'exercice 2019 à M. Bertrand Meunier, Président du Conseil d'Administration, et à M. Elie Girard, au titre de ses mandats successifs de Directeur Général Délégué puis de Directeur Général. L'Assemblée a ensuite approuvé les politiques de rémunération 2020 applicables aux administrateurs, au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général.

Le cabinet Grant Thornton, Commissaires aux Comptes, a par ailleurs été renouvelé pour une durée de six ans.

Enfin, afin de tenir compte du nouvel environnement législatif en vigueur, l'Assemblée Générale a approuvé l'ensemble des résolutions visant à modifier les statuts.

D.3 Rémunération et actionnariat des dirigeants

D.3.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2020

Dans le cadre de l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020 dans sa 32^{ème} résolution, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion du 24 juillet 2020, a décidé sur la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de procéder à l'attribution de 870 630 actions de performance, au profit des premières lignes managériales, collaborateurs clés et experts d'Atos. Dans ce cadre, 31 800 actions de performance ont été attribuées au Directeur Général, au titre de la 21^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Annuelle susvisée.

Les principales caractéristiques et conditions de cette attribution d'actions de performance sont les suivantes :

Condition de présence : sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que, par exemple, les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite du bénéficiaire, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la présence du bénéficiaire dans le groupe Atos comme salarié ou mandataire social pendant la période d'acquisition.

Conditions de performance : l'acquisition définitive de tout ou partie des actions de performance est subordonnée à la réalisation sur une période de trois ans de trois indicateurs internes de performance financière et deux conditions de performance, une externe et une interne, liées à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise (« RSE »), basées respectivement sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe) et sur la réduction des émissions de CO₂.

Les quatre indicateurs internes de performance retenus sont en lien direct avec les facteurs clés de la stratégie du Groupe et comprennent trois indicateurs financiers et un indicateur en matière de RSE :

- (i) le taux de croissance organique du chiffre d'affaires conditionnant 30% de l'attribution,
- (ii) le taux de marge opérationnelle conditionnant 25% de l'attribution,
- (iii) le montant de flux de trésorerie disponible conditionnant 25% de l'attribution, et
- (iv) la réduction des émissions de CO₂ conditionnant 10% de l'attribution.

Les indicateurs financiers seront calculés sur une base consolidée en tenant compte des éventuelles variations de périmètre et des variations de taux de change.

Leurs niveaux d'atteinte cible ont été déterminés en ligne avec les objectifs à moyen-terme définis par le Conseil d'Administration suivant l'hypothèse, pour les indicateurs financiers, d'un retour à la normale de l'activité économique à horizon mi-2021 compte tenu des répercussions de la pandémie de Covid-19.

La condition externe liée à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, basée sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe), conditionne 10% de l'attribution. Le niveau d'atteinte cible est fondé sur la moyenne des scores obtenus par le groupe Atos pendant la période de performance, sur la base de la moyenne des rangs en percentile de la Société, résultant de la comparaison avec les autres sociétés composant l'indice DJSI au titre de ces trois années.

Des courbes d'élasticité permettent d'accélérer à la hausse comme à la baisse le pourcentage de l'attribution relative à chaque indicateur de performance en fonction de son niveau d'atteinte à l'issue de la période de trois ans. Le nombre final d'actions acquises ne pourra en aucun cas être supérieur au nombre initialement attribué.

Dispositions spécifiques aux dirigeants mandataires sociaux :

Le Directeur Général devra conserver 15% des actions acquises pendant toute la durée de ses fonctions.

Le Directeur Général a pris acte de l'interdiction qui lui est faite par la Société de conclure toute opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée de son mandat de dirigeant mandataire social exécutif, et s'est engagé à la respecter.

D.3.2 Révision des conditions de performance des plans d'attribution d'actions du 22 juillet 2018 et du 24 juillet 2019

Compte tenu des circonstances exceptionnelles induites par la crise sanitaire du Covid-19, le Conseil d'Administration de la Société, lors de la réunion du 24 juillet 2020, a décidé sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de réviser les objectifs financiers des plans d'attribution d'actions de performance octroyés respectivement en 2018 et 2019.

Pour le plan d'attribution d'actions de performance du 22 juillet 2018, le Conseil d'Administration a décidé, sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de mettre en adéquation les objectifs du plan pour l'année 2020 avec les objectifs pour 2020 révisés tels que communiqués par la Société.

Pour le plan d'attribution d'actions de performance du 24 juillet 2019, le Conseil d'Administration a décidé, sur la recommandation du Comité des Nominations et des Rémunérations, de mettre en adéquation les niveaux d'atteinte cibles des indicateurs financiers avec les objectifs à moyen-terme définis par le Conseil d'Administration suivant l'hypothèse d'un retour à la normale de l'activité économique à horizon mi-2021.

D.3.3 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2020 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2020, aucune action de performance n'est devenue disponible pour les dirigeants mandataires sociaux. Toutefois, les actions de performances attribuées le 25 juillet 2017 deviendront disponibles le 31 juillet 2020. Le Directeur Général fait partie des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition et de disponibilité sont détaillées dans le Document d'Enregistrement Universel 2019, au paragraphe G.3.3.1.

Tableau AMF n° 7	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Directeur Général	25 juillet 2017	12 766	31 juillet 2020	31 juillet 2020

D.3.4 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2020 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5

Le Directeur Général ne détenait aucune option donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions avant l'attribution de stock options du 24 juillet 2019 (en cours d'acquisition).

D.4 Evolution du capital

D.4.1 Informations de base

D.4.1.1 Transactions des titres (Euronext)

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment A) depuis 1995, sous le code ISIN FR0000051732. Le titre Atos SE est éligible au SRD et au PEA. Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par Euronext Paris, depuis le 20 mars 2017.

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes
Euronext	ATO
AFP	ATO
Bloomberg	ATO FP
Reuters	ATOS PA
Thomson	ATO FR

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext : Classification sectorielle ICB

Industrie: 9000, Technology

Supsecteur: 9500, Technology

Secteur: 9530, Software and Computer services

Sous secteur: 9533, Computer Services

D.4.1.2 Evolution du flottant

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens Pension-Trust e.V., détenant une participation de 12 483 153 actions de la Société qu'elle s'est engagée à conserver jusqu'au 30 septembre 2020.

Les participations détenues par les salariés et les membres du Conseil d'Administration ainsi que les actions auto-détenues sont également exclues du flottant.

Au 30 juin 2020	Actions	% du capital	% des droits de vote exerçables
Siemens Pension-Trust e.V. ¹	12 483 153	11,4%	11,5%
Salariés	1 435 511	1,3%	1,3%
Conseil d'administration	72 953	0,1%	0,1%
Auto détention	699 738	0,6%	-
Flottant	94 523 559	86,5%	87,1%
Total	109 214 914	100,0%	100,0%

¹ Siemens Pension-Trust e.V. est contrôlé par Siemens A.G.

D.4.2 Dividendes

Dans les conditions extraordinaires provoquées par l'épidémie de Covid-19, Atos entend agir de façon responsable et répartir les efforts requis sur l'ensemble des parties prenantes. En conséquence, le Conseil d'Administration, lors de sa session du 21 avril 2020, a décidé de ne pas proposer la distribution d'un dividende à l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Période fiscale	Montant du dividende
Versement au titre de 2019	N/A
Dividende 2018 (versé en 2019)	1,70 €
Dividende 2017 (versé en 2018)	1,70 €

D.4.3 Capital

D.4.3.1 Capital au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, le capital social de la Société s'élevait à 109 214 914 euros, divisé en 109 214 914 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2019, le capital est resté inchangé et n'a fait l'objet d'aucune modification.

Comme annoncé le 2 juin 2020, une augmentation de capital sera effectuée le 31 juillet avec l'émission d'actions nouvelles dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'actionnariat salarié (Share 2020).

D.4.3.2 Franchissements de seuils

La Société n'a été informée d'aucun franchissement de seuils statutaires entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020.

D.4.3.3 Auto-détention

Le cadre juridique

La 22^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'Administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Ces achats peuvent être effectués afin :

- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;

- de les conserver et de les remettre ultérieurement de paiement, d'échange ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe; ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social autorisé par l'Assemblée Générale, notamment en application de la 23^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020.

La présente autorisation pourra être utilisée à tout moment, à l'exception de périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre maximum d'actions représentant 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale Annuelle 2020, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Les acquisitions, cessions, transferts ou échanges d'actions pourront être effectués par tous moyens, selon la réglementation en vigueur, en une ou plusieurs fois, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, notamment par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme), et le cas échéant, par le recours à des instruments financiers dérivés (négociés sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré), ou à des bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles telles que les achats et ventes d'options d'achat ou de vente, ou par l'émission de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière à des actions de la Société détenues par cette dernière, et ce aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'Administration, dans les conditions prévues par la loi, appréciera, le tout dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 120 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat maximum susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 310 578 968 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2019, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'Assemblée Générale Annuelle.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de 18 mois à compter du 16 juin 2020.

L'auto-détention

Au 30 juin 2020, la Société détenait 699 738 actions soit 0,6% du capital représentant une valeur de portefeuille de 53 110 114,20 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2020 et une valeur comptable de 47 851 310,23 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans d'incitation long-terme.

La Société a procédé au rachat de 215 000 actions du 23 mars 2020 au 24 mars 2020 et de 445 000 actions du 24 juin 2020 au 30 juin 2020 dans le cadre de mandats donnés à un prestataire de services d'investissements comme annoncé par le Groupe respectivement le 23 mars 2020 et le 24 juin 2020.

Entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020, la Société a transféré 542 466 actions de la Société à des bénéficiaires de plans d'intéressement à long-terme.

D.4.3.4 Effet potentiel futur sur le capital

Actions potentielles

Sur la base de 109 214 914 actions émises au 30 juin 2020, le capital social pourrait être augmenté jusqu'à un maximum de 2 531 677 d'actions nouvelles, soit 2,32% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ou de l'acquisition des actions de performances qui se présentent comme suit :

En nombre d'actions	30 juin 2020	31 décembre 2019	Variation	% dilution
Nombre d'actions émises	109 214 914	109 214 914	0	
Issues des options de souscription d'actions	168 900	168 900	0	0,15%
Actions de performance	2 362 777	2 857 280	-494 503	2,16%
Dilution potentielle	2 531 677	3 026 180	-494 503	2,32%
Total du capital potentiel	111 746 591	112 241 094	-494 503	

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2019	168 900
Options de souscription d'actions attribuées durant le premier semestre 2020	0
Options de souscription d'actions exercées durant le premier semestre 2020	0
Options de souscription d'actions déchues ou périmées durant le premier semestre 2020	0
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2020	168 900

Au 30 juin 2020, aucune option de souscription d'actions accordée par le Groupe n'est exercable. La totalité des options de souscriptions d'actions au 30 juin 2020 est en cours d'acquisition et deviendront exerçables à compter du 24 juillet 2022.

Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Conformément aux résolutions votées par l'Assemblée Générale le 30 avril 2019 et le 16 juin 2020 les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes au 24 juillet 2020 :

Autorisation	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'expiration de l'autorisation
AGM 16 juin 2020 22 ^e résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	445 000 ¹	9,59%	16/12/2021 (18 mois)
AGM 16 juin 2020 23 ^e résolution Réduction du capital social	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 24 ^e résolution Augmentation de capital avec DPS	32 764 474	0	32 764 474	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 25 ^e résolution Augmentation de capital sans DPS par offre public ^{2 3}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 26 ^e résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé ^{2 3}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 27 ^e résolution Augmentation de capital social sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature ^{2 3}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 28 ^e résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS ^{2 3 4}	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15 % maximum de l'émission initiale	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 29 ^e résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autre	5 111 millions	0	5 111 millions	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 30 ^e résolution Augmentation de capital réservée aux salariés ²	2 184 298	0	2 184 298	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 31 ^e résolution Augmentation de capital réservée à des opérations réservées aux salariés dans certains pays au moyen de dispositif équivalents et complémentaires ²	218 429	0	218 429	16/08/2022 (26 mois)
AGM 16 juin 2020 32 ^e résolution Autorisation d'attribution d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux	982 934	870 630	112 304	16/08/2023 (38 mois)
AGM 30 avril 2019 22 ^e résolution Autorisation d'attribution de stock options aux employés et mandataires sociaux	214 315	209 200 ⁵	5 115	30/06/2021 (26 mois)

¹ Le rachat de 215 000 actions effectué entre le 23 mars 2020 et le 24 mars 2020 n'est pas inclus. Il a été déduit du montant total autorisé au titre de la 18^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2019.

² Toute augmentation de capital effectuée au titre des 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 30^e et 31^e résolutions de l'AGM du 16 juin 2020 s'imputera sur le plafond fixé à la 24^e résolution de l'AGM du 16 juin 2020.

³ Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 25^e, 26^e, 27^e, et 28^e résolutions de l'AGM du 16 juin 2020 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 16 juin 2020 (soit 10 921 491 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

⁴ L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 24^e résolution de l'AGM du 16 juin 2020, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point 3 ci-dessus.

⁵ Incluant 40 300 stock-options annulées.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 28^{ème} et 29^{ème} résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020 étant mises à part) s'élève à 33 961 724, ce qui représente 31,10% du capital social mis à jour le 30 juin 2020.

E. Annexes

E.1 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti

Directeur Exécutif Relations Investisseurs et Audit interne

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66

gilles.arditti@atos.net

Yves Chabrol

Manager Relations Investisseurs

Tel +33 (0) 6 09 78 46 08

yves.chabrol@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net

E.2 Calendrier financier

22 octobre 2020

Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2020

E.3 Table de concordance de l'Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019

La table de concordance ci-après permet d'identifier les informations requises par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) n° 2019/980 du 14 mars 2019 conformément au schéma de l'URD et de croiser celles-ci avec les sections du Document d'Enregistrement Universel 2019 incorporées dans le présent Document d'Enregistrement Universel :

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2019	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019
1.	Personnes responsables, information provenant de tiers, rapport d'experts et approbation de l'autorité compétente		
1.1.	Identité des personnes responsables	A.4.1	C.1
1.2.	Déclaration des personnes responsables	A.4.2	C.2
1.3.	Nom, adresse, qualifications et intérêts potentiels des personnes intervenant en qualité d'experts	N/A	N/A
1.4.	Attestation relative aux informations provenant d'un tiers	N/A	N/A
1.5.	Déclaration sans approbation préalable de l'autorité compétente	N/A	N/A
2.	Contrôleurs légaux des comptes		
2.1.	Identité des contrôleurs légaux	A.4.3	C.3
2.2.	Changement éventuel	N/A	N/A
3.	Facteurs de risques	F.2	A.7
4.	Information concernant l'émetteur		
4.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	G.1.2	N/A
4.2.	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur	G.1.2	N/A
4.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	G.1.2	N/A
4.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement	G.1.2 ; I.1.1	N/A

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2019	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019
5.	Aperçu des activités		
5.1.	Principales activités		
5.1.1.	Nature des opérations	A.1; A.2; B.1; C	N/A
5.1.2.	Nouveaux produits et services importants	C	N/A
5.2.	Principaux marchés	A.1; A.2; B.3	N/A
5.3.	Événements importants	A.5.2; A.6.1; G.4.8.5	A.3
5.4.	Stratégie et objectifs	B.4; E.2	A.2; A.6
5.5.	Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	F.2.4.2; F.3.4.2	N/A
5.6.	Déclaration sur la position concurrentielle	B.3	N/A
5.7.	Investissements		
5.7.1.	Investissements importants réalisés	B.1.2; E.4.7.5 – Note 1	B.2.6.4 – Note 1
5.7.2.	Principaux investissements en cours ou que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes et méthodes de financement	N/A	N/A
5.7.3.	Co-entreprises et engagements pour lesquels l'émetteur détient une proportion significative du capital	N/A	N/A
5.7.4.	Questions environnementales	D.5	N/A
6.	Structure organisationnelle		
6.1.	Description sommaire du Groupe	A.1 ; A.2 ; A.6.2	A.4
6.2.	Liste des filiales importantes	E.4.7.5 – Note 17	N/A
7.	Examen de la situation financière et du résultat		
7.1.	Situation financière		
7.1.1.	Evolution des résultats et de la situation financière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière	E.1; E.3 ; E.4	A.5
7.1.2.	Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement	C.5	N/A
7.2.	Résultats d'exploitation	E.1; E.3; E.4	A.5; B.1; B.2
7.2.1.	Facteurs importants, événements inhabituels, peu fréquents ou nouveaux développements	B; C; E.1; G.4.8.5	A.1; A.5
7.2.2.	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	B ; C ; E.1	A.1; A.5
8.	Trésorerie et capitaux		
8.1.	Information sur les capitaux	E.4; G.4	B.2 ; D.4
8.2.	Flux de trésorerie	E.4.5	B.1.2
8.3.	Besoins de financement et structure de financement	E.3.3.1	B.1.3
8.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
8.5.	Sources de financement attendues	N/A	N/A
9.	Environnement réglementaire		
9.1.	Description de l'environnement réglementaire et toute mesure ou facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique	D.1 ; D.4	A.1
10.	Informations sur les tendances		
10.1.	Description des principales tendances et de tout changement significatif de performance financière du groupe depuis la fin du dernier exercice	B; C; E.1	A.5
10.2.	Événement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives	B; C; E.1	A.1; A.5
11.	Prévisions ou estimations du bénéfice		
11.1.	Prévisions ou estimations de bénéfice publiées	E.2; E.3	A.2; A.6; B.1
11.2.	Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	E.2; E.3	A.2; A.6; B.1
11.3.	Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité des méthodes comptables	E.4.7.2	B.2.6.1, B.2.6.2
12.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
12.1.	Informations concernant les membres		
	Nom, adresse professionnelle et fonction	A.6.2 ; G.2.3	A.4
	Nature de tout lien familial existant	G.2.3	N/A
	Expertise et expérience	G.2.3	N/A

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2019	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019
	Déclaration de non-condamnation	G.2.3.8	N/A
12.2.	Conflits d'intérêts	G.2.3.9	N/A
13.	Rémunération et avantages		
13.1.	Rémunération versée et avantages en nature	G.3	D.3
13.2.	Provisions pour pensions et retraites	G.3	D.3
14.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
14.1.	Date d'expiration des mandats	G.2.3	D.1
14.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur	G.2.3.9	N/A
14.3.	Informations sur les comités d'audit et le comité de rémunération	G.2.4.3 ; G.2.4.4	N/A
14.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	G.2.1	N/A
14.5.	Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	G.2.2	N/A
15.	Salariés		
15.1.	Nombre de salariés	D.2; E.1.6	A.5.6
15.2.	Participations et stock-options	G.3	D.3
15.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	D.2.4.2	N/A
16.	Principaux actionnaires		
16.1.	Actionnaires détenant plus de 5% du capital à la date du document d'enregistrement	E.5.4 – Note 6; G.4.7.3	D.4.1.2 ; D.4.3.2
16.2.	Existence de droits de vote différents	G.4.7.4	N/A
16.3.	Contrôle direct ou indirect	G.4.1; G.4.2; G.4.7	D.4.1 ; D.4.3
16.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	G.1	N/A-
17.	Transactions avec des parties liées	E.4.7.5 – Note 16, E.5.4 – Note 18	A.9
18.	Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
18.1.	Informations financières historiques		
18.1.1.	Informations financières historiques audités pour les trois derniers exercices et le rapport d'audit	E.4; H.2.2	B.2
18.1.2.	Changement de date de référence comptable	N/A	N/A
18.1.3.	Normes comptables	E.4.7.2	B.2.6
18.1.4.	Changement de référentiel comptable	E.4.7.2	B.2.6
18.1.5.	Informations financières en normes comptables françaises	E.4	B.2
18.1.6.	Etats financiers consolidés	E.4	B.2
18.1.7.	Date des dernières informations financières	E.4	B.2
18.2.	Informations financières intermédiaires et autres		
18.2.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles	N/A	B.2
18.3.	Audit des informations financières annuelles historiques		
18.3.1.	Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	E.4.1	B.3
18.3.2.	Autres informations auditées	N/A	N/A
18.3.3.	Sources et raisons pour lesquelles des informations n'ont pas été auditées	N/A	N/A
18.4.	Informations financières pro forma	E.1	A.5
18.5.	Politique de distribution de dividendes		
18.5.1.	Description de la politique de distribution de dividendes et de toute restriction applicable	G.4.3	D.4.2
18.5.2.	Montant du dividende par action	G.4.3	D.4.2
18.6.	Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage	F.4	A.8
18.7.	Changement significatif de la situation financière	E.4.7.5 – Note 18	B.2.6.4 – Note 14
19.	Informations complémentaires		
19.1.	Capital social		
19.1.1.	Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées	G.4.7	D.4.3
19.1.2.	Informations relatives aux actions non représentatives du capital	N/A	N/A

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2019	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019
19.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur	G.4.7	D.4.3
19.1.4.	Informations relatives aux valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	G.4.7	D.4.3
19.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A	N/A
19.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options	N/A	N/A
19.1.7.	Historique du capital social	G.4.7	N/A
19.2.	Acte constitutif et statuts		
19.2.1.	Registre et objet social	G.1.2	-
19.2.2.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	G.1.3.2	-
19.2.3.	Disposition ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	G.1	-
20.	Contrats importants	E.1.5	A.5.5
21.	Documents disponibles	G.1 ; G.4.4	E.1

E.4 Table de concordance du rapport financier semestriel

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019, les informations qui constituent le rapport financier semestriel devant être publié par les sociétés cotées conformément aux articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-4 du règlement général de l'AMF.

Informations	Sections
Etats financiers consolidés résumés semestriels	B.2
Rapport semestriel d'activité	A.1, A.3, A.5, A.7, A.9, B.1
Attestation du responsable de l'Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019	C.2
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	B.3

En application de l'article 19 du Règlement Prospectus (EU) 2017/1129, sont incorporés par référence les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2019 établis selon les normes IFRS, le rapport des Commissaires aux comptes sur ces états financiers et le rapport de gestion du Groupe présentés dans le Document d'Enregistrement Universel (URD) 2018 n° D.19-0728. déposé auprès de l'AMF le 30 juillet 2019. Les autres informations intégrées dans le Document d'Enregistrement Universel (URD) 2018 ont été remplacées et/ou mises à jour, le cas échéant par les informations contenues dans ce Document d'Enregistrement Universel.

E.5 Table des matières détaillée

SOMMAIRE	2
A. RAPPORT D'ACTIVITÉ	3
A.1 Focus sur l'impact du Covid-19 sur l'activité d'Atos	3
A.2 Journée Analystes 2020	6
A.3 Atos au premier semestre 2020	8
A.4 Direction et organisation	11
A.5 Revue opérationnelle	17
A.5.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	17
A.5.2 Performance par Secteur	19
A.5.3 Performance par Entité Opérationnelle Régionale	23
A.5.4 Chiffre d'affaires par Division	28
A.5.5 Prise de commandes	30
A.5.6 Ressources Humaines	32
A.6 Objectifs 2020	33
A.7 Facteurs de risques : Risques liés à la pandémie Covid-19	33
A.8 Litiges et contentieux	34
A.8.1 Risques liés à la pandémie de Covid-19	35
A.8.2 Litiges en matière fiscale	35
A.8.3 Litiges en matière commerciale	35
A.8.4 Litiges en matière sociale	36
A.8.5 Garanties de passif	36
A.8.6 Autres	36
A.9 Parties liées	36
B. ETATS FINANCIERS	37
B.1 Revue financière	37
B.1.1 Etat du résultat global	37
B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette	41
B.1.3 Ratios bancaires	43
B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels	44
B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel	44
B.2.2 Etat du résultat global semestriel	45
B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière	46
B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel	47
B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidé	48
B.2.6 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels	49
B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2020	69
C. PERSONNES RESPONSABLES	70
C.1 Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	70
C.2 Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	70
C.3 Responsables du contrôle des comptes	70
D. GOUVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	71
D.1 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration	71
D.2 Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020	72
D.3 Rémunération et actionariat des dirigeants	72
D.3.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2020	72
D.3.2 Révision des conditions de performance des plans d'attribution d'actions du 22 juillet 2018 et du 24 juillet 2019	73
D.3.3 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2020 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7	73
D.3.4 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2020 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5	74
D.4 Evolution du capital	74
D.4.1 Informations de base	74
D.4.2 Dividendes	75
D.4.3 Capital	75
E. ANNEXES	78

E.1	Contacts	78
E.2	Calendrier financier	78
E.3	Table de concordance de l'Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019	78
E.4	Table de concordance du rapport financier semestriel	81
E.5	Table des matières détaillée	82

